Parti Socialiste
Comité directeur
lundi 20 mars 1978

Sommaire

Le Président (Gérard Jaquet) 2
ROGER FAJARDIE 2
FRANCOIS MITTERRAND 3
Didier MOTCHANE 7
Louis MERMAZ 11
Alain RAYMOND 12
Michel ROCARD 15
Jean POPEREN 18
Pierre JOXE 18
Un Délégué du Tarn 22
Nicole QUESTIAU 23
Georges SARRE 24
LAMBERT (Val d'Oise) 25
COFFINEAU 26
GARNIER 27
Jean-Pierre CHEVENEMENT 30
Michel SURMONT 30
Arthur NOTEBART 31
BENAMOUR (Hérault) 32
Lucien DELMAS 33
Robert CHAPUIS 34
DEBARGE (Seine Saint-Denis) 35
LECLERC (Ain) 35
Pierre MAUROY 36
François MITTERRAND 39
Pierre BÉRÉGOVOY 42
Jean-Pierre CHEVENEMENT 42
Jacques PIETTE 43
Pierre BÉRÉGOVOY 43
Jean-Pierre CHEVENEMENT 44
COFFINEAU 44
Pierre MAUROY 44
François MITTERRAND 45

PARTI SOCIALISTE COMITE DIRECTEUR
Lundi 20 mars 1978

La séance est ouverte sous la présidence de Gérard Jaquet.

Collection Jean-Jaurès

Le Président (Gérard Jaquet)
La séance est ouverte.
Je vous demande de faire un peu de silence et d'écouter.
C'est une réunion un peu exceptionnelle puisqu'elle rassemble les camarades du Comité directeur et les secrétaires fédéraux, réunion importante et qui ne pourra pourtant pas durer très longtemps, vous le savez bien, il faudrait en effet que nous terminions à 17 h au plus tard, car nous aurons vraisemblablement, un certain nombre de négociations à engager.
Pour ouvrir ce débat, je donne la parole à Roger Fajardie.

ROGER FAJARDIE
Chers camarades, je ne voudrais pas retenir longtemps votre attention, j'imagine que chacun d'entre vous a des informations à apporter, aussi voudrais-je me borner à vous donner quelques chiffres qui, dans leur sécheresse, traduiront aussi exactement que possible la situation qui est la notre aujourd'hui.
Je voudrais d'abord vous dire que le Parti Socialiste se situe aux alentours de 23,5% des suffrages, sans qu'on ait pu fixer exactement, à l'instant où nous sommes, les chiffres exacts, puisque aussi bien nous avons toutes les peines du monde à obtenir une statistique précise et même les journalistes ne l'obtiennent pas, le nombre des voix de chaque formation politique n'a pas été publié. Ce qu'on peut dire, c'est que nous atteignons notre objectif de 7 millions de voix et que nos sommes aux alentours de 23,5% des suffrages.
Il y a un moment où le ministère de l'Intérieur nous a fait apparaître à 22,5, il est évident que ce chiffre ne correspond pas à la réalité, c'était trop simple de trouver un moyen de nous faire apparaître à un dixième de point derrière le RPR.. Ce chiffre est tout à fait faux, on a sorti un certain nombre de suffrages, je m'efforcerai de faire ressortir des voix qui étaient les nôtres, qui ont été mises dans une autre colonne, il y a là un trucage que je vais faire dénoncer.
Ceci dit, je voudrais faire observer que si on défalque dans les circonscriptions de la France métropolitaine celles qui ont été pourvues dès le premier tour, il reste que le Parti Socialiste est en tête dans 251 circonscriptions, le Parti Communiste dans 146 et le MRG dans 20.
Il reste une circonscription de différence avec le total des circonscriptions, il s'agit de la circonscription de Cannes des Alpes-Maritimes où Cornut-Gentil arrive en tête de la Gauche.
251, 146, 20, Cornut-Gentil, et 456 circonscriptions pourvues dès le premier tour.
A la lumière de tous les résultats sur lesquels nous avons travaillé cette nuit, nous nous sommes efforcés de mesurer ce que nous pouvions espérer, compte tenu de l'état des voix, des reports possibles et dans l'hypothèse bien sûr où les suffrages de Gauche se reporteraient au second tour d'une manière correcte.
Nous aboutissons à ce type de fourchette pour le Parti Socialiste qui pourrait se situer entre 122 et 137 sièges, pour le Parti Communiste entre 90 et 109 sièges, pour les Radicaux entre 8 et 11 sièges. Ceci nos mènerait au bas de la fourchette

à 220 sièges, au sommet de la fourchette à 257. Comme vous savez que le majorité absolue est à 246 à l'Assemblée Nationale, vous voyez ce que signifie cette fourchette, il y a une chance de franchir là barre, à la condition que les reports se fassent bien au second tour et que la Gauche se sente mobilisée.
Je crois que c'est cela finalement le résultat de notre réflexion, retenez bien cette fourchette : 220 - 257, Je crois que c'est le meilleur chiffre que l'on puisse donner en ouvrant cette discussion.

FRANCOIS MITTERRAND
Chers camarades, j'ai été conduit à faire ce matin une déclaration à la presse, à la télévision et à la radiodiffusion, à l'issue de la réunion du secrétariat qui m'avait mandaté pour indiquer, d'une part, que le Parti Socialiste demandait que le rendez-vous avec les deux partenaires du programme commun fut fixé à 18 heures et, d'autre part, que le Parti Socialiste faisait savoir à l'avance que les désistements n'étaient pas négociables et que, bien entendu, pour ce qui le concernait, lui, Parti Socialiste, telle était sa décision.
J'ai indiqué à cet égard que notre ligne de conduite avait toujours été simple. Reprenant une expression que j'ai employée dans toutes les réunions publiques, 160, que j'ai tenues pendant ces quatre semaines, j'ai dit : une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun.
A partir de là, une majorité commune supposait l'union et la discipline, donc désistements, un programme commun supposait que les partenaires puissent se mettre d'accord pour former un gouvernement au lendemain du 2ème tour en prolongeant et en rappelant les lignes directrices du programme commun pour un gouvernement commun. Pourquoi cette pression constante du Parti Communiste sur quelque chose qui est déjà rappelé depuis 1972, sur quoi je me suis battu pendant les présidentielles ? J'ai dû soutenir tous les combats sur ce sujet : vous aurez des ministres Communistes, me disaient Giscard et Chaban-Delmas ? Oui, j'en aurai. Beaucoup ? A égalité de droits et de devoirs.
Vous avez dit... Non, je n'ai pas dit... Si, vous avez dit... Absurde !
Donc, majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun. Ceci suppose, bien entendu, un accord. Cet accord, par définition, doit porter sur des points politiques. Sur quels points politiques cet accord doit-il être déterminé ?
Il ne peut l'être, selon ce que nous avons dit, avant le 1er tour de scrutin, et même avant les élections, que sur les lignes générales d'une action définie depuis 1972, et rien d'autre. J'ai rappelé, à cet égard, la réalité du 1er tour de scrutin. Oublions les sondages... Nous en parlerons cependant tout à l'heure. Oublions tout l'environnement et supposons que nous soyons arrivés au résultat suivant, résultat réel :
Le Parti Socialiste,+ 4% par rapport aux dernières élections législatives, et compte tenu, bien entendu, du progrès démographique et du nombre d'électeurs, plus de 2 millions de suffrages par rapport à 1973. Il est le seul Parti qui soit en gain. Les 4% sont pris sur les trois autres... De peu de chose sur les trois, mais cela fait 4%.

Donc, oublions les sondages... Voyons le résultat brut en dehors de tout environnement psychologique ; l'historien futur dirait : le Parti Communiste à Gauche, et deux partis de Droite, ont eu un léger recul dont profite le Parti Socialiste qui gagne 4 points, et comme a l'intérieur de cette comparaison on en trouve une autre, celle par rapport au Parti Communiste, l'historien dirait : le Parti Socialiste, qui se trouvait à 2 points et demi derrière le Parti Communiste, se trouve à 2 points et demi devant, et a regagné 5 points sur le Parti Communiste. Dans la vie des partis de Gauche et du mouvement ouvrier, ce n'est pas si commun.
La Gauche, au total, est majoritaire, pas de beaucoup mais elle l'est. Les statistiques du ministère de l'Intérieur la mettent aux approches de 50%. Comme ce sont des statistiques truquées, on peut dire très aisément que la Gauche a passé la barre des 50% pour la première fois depuis la Constituante de 1945.
Voilà pour les chiffres, la psychologie, c'est tout autre chose.
Parmi les amis qui sont ici, j'en ai rencontrés beaucoup dans leur circonscription, ils étaient tous enthousiastes, la plupart étaient des nouveaux qui ont très bien fait campagne, moi j'ai été et je reste très content de ce que j'ai vu, très bonne qualité moyenne de candidat, beaucoup d'allant, beaucoup d'imagination, mais un peu d'illusion, l'intoxication des renseignements généraux, et aussi le sentiment que c'était arrivé, en oubliant qu'il n'y a pas une élasticité pareille d'un corps électoral, sauf grand événement, en 1945 c'était au lendemain d'une guerre où la droite s'était disqualifiée, discréditée par la collaboration, etc. Chaque fois que vous trouverez une mutation brusque, ou bien 1958 pour De Gaulle, où il y a eu en somme un coup d'Etat militaire. Donc, en dehors de ces circonstances totalement dramatisées, il n'y a pas de glissement énorme et celui de 4% en notre faveur est un bon résultat. Mais cela veut dire aussi qu'à mon avis les sondages ont quand même dit la vérité.
Pourquoi voulez-vous qu'ils aient eu raison sur tous sauf sur nous ? Donc, ils ont dit la vérité à 1% près. Donc, nous, nous avons eu, en plus de nos 4% de gain 4 ou 5% en plus qui ont du répondre honnêtement aux sondages, c'est-à-dire que c'était des électeurs qui avaient une certaine préférence pour nous et qui n'ont pas voté pour nous. Et s'ils n'ont pas voté pour nous, la principale raison me parait évidente, à savoir que Marchais a réussi à leur faire peur, non pas sur l'union de la Gauche qui leur parait comme une hypothèse parfaitement acceptable et désirable, mais sur un gouvernement qui ne fonctionnerait pas, dans lequel l'existence Communiste serait insupportable, avec une attitude, une expression assez peu engageante.
On peut donc penser que par rapport à ce manque à gagner, je ne dis pas que nous avons perdu puisque nous avons gagné 4%, on aurait pu regagner 1 ou 1,5% sur le Parti Communiste mais cette campagne a en un double effet nuisible, d'une part, sur la classe ouvrière par un effet formidable et massif de propagande, nous étions les traîtres, donc les travailleurs étaient obligés de se méfier de nous et, d'autre part, sur ceux qu'effraie un Parti Communiste, je ne dis pas stalinien, mais de présentation, d'aspect stalinien.
Nous avons gagné 4 points, il faut gagner les 5 qui nous manquent. Il ne faut pas

jeter le manche contre la cognée, et puis, c'est comme ça. Donc, soyons sincères là-dessus, nous avons gagné 4 points, 4%, nous aurions pu en gagner davantage, les sondages nous indiquent que nous aurions pu gagner plus sur un électorat qui a été écarté, par la cassure de la dynamique de l'union de la Gauche, oeuvre du Parti Communiste, combinée, Marchais leur fournissant toutes les armes, au travers d'une formidable offensive d'argent et de propagande des partis de Droite.

Je dis ici - en sachant que ce sera dit hors d'ici ce n'est pas de ma part une étourderie - que si les dispositions sont autres nous le constaterons, mais dès maintenant nous devons considérer que le comportement du Parti Communiste pourrait éventuellement signifier une volonté d'installer un pouvoir de Droite en France plutôt qu'un gouvernement dirigé par le Parti Socialiste.

Sur le plan d'une analyse sur le temps, je crois que c'était une vue assez juste dans un passé récent que de dire que les élections cantonales et municipales, avec un enjeu moins important, avaient marqué l'alignement de l'opinion publique sur les résultats des présidentielles plus un point. Donc tous nos succès rattrapaient le retard des autres formes d'élection par rapport à une situation dans laquelle la Gauche se trouvait à 49,5% plus un point, et la preuve nous en est apportée par le bon résultat de Paris.

Paris avait du retard sur cette évolution. Il n'y avait pas eu l'occasion de marquer les progrès du Parti Socialiste dans ce département. L'occasion, enfin, nous l'avons eue, et la preuve vient d'être faite, je crois même que le Parti Socialiste a une très forte avance en voix sur le Parti Communiste sur le total de la ville de Paris. Donc Paris a le sentiment d'avoir un succès - c'en est un - par rapport au reste de la France si tout simplement on a rattrapé une démarche et une progression sur les élections municipales n'avaient pas permis de déceler suffisamment, parce que les cinq secteurs étaient dirigés par les sortants Communistes et qu'évidemment notre électorat était encore un peu réticent.

Donc tout ceci, dans une situation purement mathématique, devrait nous rendre pleins de tranquillité, de résolution et d'optimisme.

Dans une situation psychologique, difficile, dramatique, bien entendu notre conversation, nos discussions devront aller plus loin.

Je voulais vous faire ces remarques préliminaires en ajoutant que hier soir il y a eu un coup supplémentaire tout à fait modeste, mais significatif : j'étais à Château-Chinon avec une quarantaine de journalistes, de tous les bords naturellement, je devisais aimablement avec eux, j'étais avec ceux de mes amis qui étaient là, quant tout d'un coup, à notre stupeur, j'entends : "François Mitterrand vient de faire savoir qu'il ne ferait aucune déclaration ! " Alors que les journalistes s'attendaient à ce que j'en fasse une et que moi j'étais avec eux ! Et que je m'apprêtais à la faire ! Alors cela a été répété deux fois, trois fois. Je me suis dit que c'était quand même un peu stupide que j'en fasse une juste après, ou alors on dirait que je ne sais plus ce que je fais. J'ai donc attendu une demi-heure environ, et je suis intervenu vers 10 heures, 10 heures 10. C'est tout de même étrange, ce genre de chose !

Ensuite, dans ma déclaration, j'ai dit, et cela a été pris en direct, "il faut qu'il y

ait une rencontre entre les partis de Gauche le plus tôt possible". Cette partie a disparu dans toutes les reproductions, et il n'est resté que la déclaration de Marchais qui est pourtant arrivée une demi-heure après la mienne sur le même sujet, mais certes, lui avait précisé avec plus de force le côté concret de ce rendez-vous, assorti d'un certain nombre de conditions.
Tout cela est pour la petite histoire. Mais pour la compréhension de ce scrutin, un Parti Socialiste qui ne représente que 1%, il y a six ans et demi, en représente aujourd'hui, une fois les décomptes mis d'aplomb, et nous en avons l'assurance, puisqu'on ne compte pas plusieurs candidats d'Outremer qui sont les membres du Parti Socialiste, nous sommes proches de 24%, et nous avons 7 millions de suffrages. Nous avons pour la première fois depuis 1945 distancé un Parti Communiste en rattrapant 5%.
Voilà la réalité.
Je ne ferai pas de commentaire sur les chances de la Gauche, nous n'avons pas à nous dissiper dans des vues pessimistes. Tout dépend de le solidité ou non de l'alliance objective de Marchais et de la Droite. Si cette alliance est fragile, nous pouvons réussir ce soir un accord, dans la poussée des masses, et dans ce cas il faut mettre tout dans le moteur et engager une bataille immense dans l'opinion publique pour l'emporter dimanche prochain. Cela dépend donc beaucoup de notre résolution.
Quant aux propositions de Georges Marchais, je laisse la discussion s'ouvrir, car je préfère que vous vous exprimiez comme vous le sentez, avant que je m'exprime à ce sujet.
Voilà ce que je voulais vous dire pour commencer. Je reprendrai la parole quand vous vous serez vous-mêmes exprimés.

Le Président - camarades, vous avez entendu les informations de Roger Fajardie et les réflexions de François Mitterrand. Vous me permettrez d'ajouter un mot personnel.
Au lendemain du premier tour de scrutin, je pense que nous devons remercier les candidats, nos propagandistes, nos responsables fédéraux et nationaux, pour l'ardente campagne qu'ils ont menée au cours de cette campagne électorale. Mais je voudrais ajouter un mot tout particulier pour François Mitterrand en le remerciant. François Mitterrand, au cours de ces dernières semaines, a fourni un effort tout à fait exceptionnel. Si le Parti sort grandi par ce premier tour, c'est en grande partie grâce à lui.
François Mitterrand, une fois de plus, a bien mérité du Socialisme, et en votre nom à tous, j'en suis persuadé, je tiens à le remercier bien affectueusement.
(Vifs applaudissements)
La discussion est ouverte.
Je donne la parole à Didier Motchane.

François MITTERRAND - Un mot seulement. En 1967, j'évoquais cela avec quelques anciens, nous avons traversé une phase de ce genre : très mauvais premier tour, et un rush au deuxième tour qui nous a stupéfaits. Ceci prouve que

Fondation Jean Jaurès

quand on a des réserves, il faut en jouer, c'est tout. Je dis cela pour les plus jeunes qui n'ont pas vécu cette période.

Didier MOTCHANE

Mes chers camarades, le premier tour des législatives nous permet de constater un progrès important de la Gauche qui est dû entièrement à un progrès important de notre Parti.

Nous constatons également que ce progrès, dans la mesure même où il est moindre que nous l'avions espéré, et où l'écart global entre la Gauche et la Droite, et à l'intérieur de la Gauche entre le Parti Communiste et notre Parti, est moindre, aboutit au fait que la victoire, c'est-à-dire la transformation d'une majorité de suffrages en une majorité parlementaire, est très difficile.

La première chose que je voudrais dire, c'est que si cette transformation est très difficile, elle est possible, elle reste possible. Je pense que c'est la première chose qu'il faut dire, et je pense que ce serait pour notre Parti une erreur historique de se déterminer aujourd'hui comme si la défaite était acquise, et comme si par conséquent l'objet de notre discussion était de savoir quel sera le meilleur parti que nous pouvons en tirer, quelle serait la meilleure explication politique que nous pouvons en donner.

Je pense que ce premier choix est fondamental, et que c'est le premier que nous avons à faire.

J'ai l'intention de vous montrer qu'il ne s'agit pas ici de rhétorique, qu'il ne s'agit pas ici d'illusion.

J'ai dit que la victoire aujourd'hui, et je pense que c'est notre sentiment à tous, est extraordinairement difficile. La victoire est difficile car nous savons qu'elle est suspendue à une éventualité. La victoire n'est possible que dans la mesure où à partir de demain il se produirait dans ce pays un choc psychologique qui n'est pas rationnellement prévisible, tel que les électeurs se rendent compte que la victoire est virtuellement dans leurs mains, la rendraient possible par leur vote du 19 mars.

Nous savons que cela dépend en grande partie - ce n'est pas une condition nécessaire mais c'est une condition suffisante - du fait qu'il y aura ce soir un accord politique de toute la Gauche. A partir de là, je crois qu'il est nécessaire de prendre la précaution d'évacuer de la discussion un certain nombre de débats inutiles et dangereux, car je pense que l'heure n'est plus de feindre de discuter entre nous d'un certain nombre de choses sur lesquelles nous sommes en réalité d'accord.

Premièrement, nous savons que l'accord ne dépend pas seulement de nous, mais nous savons que l'accord dépend aussi de nous, et par conséquent, ce qui doit nous guider, c'est la décision de faire ce qui est en notre pouvoir pour que l'accord soit possible.

J'ajoute que c'est en faisant la démonstration que nous exerçons sur la Parti Communiste, à travers ses militants et encore plus à travers ses électeurs, la pression la plus forte.

La deuxième chose sur laquelle il est non seulement inutile mais dangereux de

discuter, c'est que le problème n'est pas de savoir s'il s'agit de faire ou non un accord à tout prix. Bien évidemment, il ne saurait être question, et aucun d'entre nous n'en a l'idée, vous le savez bien, de faire un accord à tout prix. Il ne s'agit pas de faire un accord à tout prix parce que l'existence et la signification de notre Parti est une condition de la victoire de la Gauche, et parce que c'est notre raison d'être. Et il ne s'agit pas de faire un accord à tout prix parce qu'un accord qui apparaîtrait comme une capitulation du Part Socialiste, ce serait l'échec de cet accord. Par conséquent ce serait le rendre absurde ! Dans son principe même !

Mais j'ajoute en même temps qu'il est absurde de se poser la question de savoir s'il s'agit ou non de faire un accord à tout prix. La seule question qui se pose, à partir du moment où nous sommes d'accord sur le fait que l'accord est nécessaire, que nous devons tout faire pour qu'il ait lieu, c'est de savoir quel est le prix que nous devons payer et de savoir quel est le prix que nous ne devons pas payer.

J'ajoute que la responsabilité de ce Comité directeur est de donner à la délégation de notre Parti un mandat clair sur ces deux points, et je vous demande, camarades, d'en prendre la responsabilité, car nous avons souvent l'occasion de répéter à juste titre que nous ne sommes pas maîtres des décisions du Parti Communiste. Par conséquent nous devons nous déterminer par rapport à notre décision, tout en sachant que notre décision n'est qu'une partie de l'accord ou du désaccord.

Qu'est-ce que l'accord doit comporter ? Qu'est-ce que l'accord ne doit pas comporter ?

L'accord doit être tel qu'à partir de demain les électeurs soient convaincus par lui que la Gauche gouvernera, aura les moyens d'appliquer ensemble une politique et non pas deux politiques. Il y a un certain nombre de questions que nous n'avons pas à discuter. Personne ici ne peut penser qu'il s'agisse entre les deux tours de faire la liste d'un ministère. Personne ici ne peut penser qu'il s'agisse en 24, 48 heures ou 3 jours de se mettre d'accord sur 367 pages de programme commun actualisé, ponctuation comprise. Mais le Comité directeur doit savoir que si cet accord a un sens, il ne doit laisser aucun doute aux électeurs que la Gauche a trouvé les bases politiques de conduire ensemble sa politique.

Qu'est-ce que cela doit comprendre ?

Nous avons eu tout à l'heure une discussion préalable au Bureau politique. Il y a trois points de l'ordre du jour qui sont évidents :

le problème des désistements ;

le problème de la politique, c'est-à-dire du programme ;

le problème de l'application de cette politique, c'est-à-dire le problème du gouvernement.

En ce qui concerne le désistement, je vous rappelle que notre parti à pris dès le mois de septembre la décision de se mettre en état d'échapper à toute pression électoraliste du Parti Communiste.

Je vous rappelle que le Parti Communiste à concentré toute sa tactique sur l'idée

qu'en laissant en suspens ses désistements, il exerçait sur notre Parti une pression décisive.
Par conséquent, si ce que nous avons dit a un sens, c'est à dire si nous n'acceptons pas de faire du désistement une condition, cela veut dire que nous n'acceptons pas d'en faire un préalable. Les Communistes sont maîtres de leurs paroles, ils peuvent faire des désistements une condition avant la discussion, pendant la discussion, après la discussion, cela ne nous concerne pas. Si ce que nous avons dit a un sans, cela signifie que cette pression doit tomber dans le vide, c'est à dire que nous avons dit une fois pour toutes que la question des désistements est réglée en ce qui concerne le Parti Socialiste. Cela veut dire que nous n'avons pas à en parler sinon pour répéter que cette question, en ce qui nous concerne, est réglée. Reste le programme et le gouvernement.
Je pense que le point décisif, le nœud, le blocage de la discussion porte sur les conditions de l'exercice du pouvoir c'est à dire sur le gouvernement. Cela veut dire que nous devons être plus explicites sur ce point que sur le point du programme.
Plus explicites, qu'est-ce que cela veut dire ?
Je rappelle que cela ne veut pas dire que l'on fasse le gouvernement avant d'avoir gagné, mais cela veut dire que l'on mette dans la tête des électeurs qu'il y aura un gouvernement et que ce gouvernement ne sera pas une juxtaposition de délégués de partis, ce qui signifie d'une manière précise que ce gouvernement sera constitué dans des conditions telles que chaque parti exercera conjointement avec tous les autres la même responsabilité, et que bien entendu la composition de ce gouvernement tiendra compte du verdict du suffrage universel.
Qu'est ce que veut dire le verdict du suffrage universel ? S'agit-il de la distribution des voix ou s'agit-il de la distribution des sièges ?
Je pense, mes chers camarades, que le problème du gouvernement cela ne peut être la projection ni de l'un ni de l'autre. Nous n'avons donc pas à nous déterminer aujourd'hui sur ce point, mais nous avons naturellement à indiquer que le partage des voix de la Gauche qui vient d'intervenir sera fortement pris en considération dans la composition du gouvernement.
En ce qui concerne le programme, ce que nous devons proposer pour l'accord, c'est d'abord le rappel des orientations les plus importantes du programme commun ; c'est ensuite le rappel des acquis dont nous disposons depuis 1972, c'est à dire nos propres propositions et un certain nombre d'initiatives positives, en particulier celles que la CFDT. a fait connaître il y a quelques semaines.
J'ajoute que je demande au Comité directeur de décider que ce corps de propositions doit être présenté d'une manière liée et d'emblée au Parti Communiste français.
Il serait tout à fait irrationnel d'attendre que la délégation du Parti Communiste développe son propre discours et j'ajoute que ces propositions que nous serions en mesure de faire connaître aux Français à l'instant que nous voudrions sont absolument de nature à renverser la situation dans laquelle nous pourrions être temporairement enfermés, c'est à dire que la. réalité d'aujourd'hui c'est que le Parti Communiste croit pouvoir laisser à notre parti la charge de la preuve, la

Fondation Jean Jaurès

charge de la volonté unitaire, mais ce danger n'existe que dans la mesure où nous l'acceptons.
Je pense qu'il est donc nécessaire que notre délégation ait un mandat précis sur les 3 points que je viens de dire. Un certain nombre de camarades ont dit à juste titre au Comité directeur que la seule manière de mener à bon terme une négociation est de ne pas avoir pris dans tous les cas la décision que quoi qu'il arrive, elle doive aboutir. Nous ne pouvons qu'être d'accord avec eux mais cela, mes camarades, permettez-moi de le leur dire, c'est une fois de plus enfoncer des portes ouvertes.
Nous avons les moyens devant un rapport de force qui n'est pas favorable pour notre parti dans l'instant, de renverser la situation, mais le seul moyen de le faire, c'est de ne pas aller à cette négociation avec l'idée que l'enjeu c'est la justification…

Le Président.- Ne sois pas trop long car d'autres camarades désirent intervenir.

Didier MOTCHANE - J'ai terminé... La justification d'un échec.
Le fait, que nous ayons un accord ne nous garantit pas le succès au deuxième tour, mais nous savons que faute d'un accord, la Gauche perdra une occasion.
Je terminerai en disant que toutes les considérations que j'ai entendues sont des considérations importantes, mais je souhaiterais tout de même, et je pense que cela n'est pas difficile, que le Comité directeur veuille bien considérer que sans risquer de tomber dans l'emphase, c'est tout de même une responsabilité historique qui se trouve entre nos mains.
Bien entendu, cette responsabilité ne se trouve pas dans nos seules mains, mais ce n'est pas parce que nous la partageons avec d'autres qu'elle n'est pas aussi la nôtre.
Le parti n'a pas le droit d'esquiver cette responsabilité. Le parti est capable d'assumer cette responsabilité, et je pense que le sentiment de solidarité que nous éprouvons tous et que nous avons exprimé tout à l'heure à l'égard du Premier secrétaire, ne peut pas s'exprimer d'une meilleure manière que de celle que je viens de vous proposer.
Je pense que ces propositions correspondent au sentiment du Parti ; ces propositions sont celles qu'attendent de nous l'immense majorité de nos militants ; ces propositions, et c'est encore plus important, sont celles qu'attendent de nous l'immense majorité des électeurs du Parti Socialiste et un grand nombre de ceux qui n'attendent qu'elles pour voter le 19 mars pour la Gauche.
Je demande donc au Comité directeur de se prononcer clairement avant 18H sur ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire.
(Applaudissements)

Le Président - Louis Mermaz ?

Louis MERMAZ

Très rapidement sur les résultats du premier tour. La majorité n'a jamais été aussi bas. L'ensemble de la Gauche marque un point culminant dans des élections générales. Au sein de cette Gauche, le Parti Socialiste est le premier parti de la Gauche et le premier parti de France.

Cependant, nous ne sommes pas dans la joie totale qui aurait dû être la nôtre, dans la mesure où les sondages marquaient un décalage avec ce qui s'est réellement passé et je n'y reviens pas - dans la mesure où le Parti Communiste a en partie réussi à gêner, à stopper l'avance du Parti Socialiste et à stopper son propre déclin à lui, Parti Communiste. Ce n'est pas la première fois que le Parti Communiste donne un bon coup de frein dans un autre contexte en 1968, en 1974, entre le deux tours de l'élection présidentielle, lorsqu'il, annonçait le nombre de ministres qu'il réclamerait ; en 1977 depuis la polémique qu'il a déclenchée en mai-juin.

Les Socialistes, depuis longtemps, ont annoncé clairement et tiennent de le rappeler, que, eux, se désisteraient pour le candidat de la Gauche arrivé en tête. Ils ont rappelé cela pour que les conversations s'engagent - elles vont avoir lieu - et pour qu'un accord politique soit conclu.

La donnée qui nous manque, on l'aura dans quelques heures, c'est de savoir si le Parti Communiste veut pousser son avantage contre nous et faire au Parti Socialiste encore plus de mal qu'il n'a réussi à lui en faire à la veille du premier tour, ou si, content des points qu'il a marqués contre nous plutôt que contre la majorité, il estime que cela suffit et que cela lui permet d'aborder la bataille du second tour.

Quelles ont ses arrières pensées ?Vous les devinez selon votre tempérament, ce n'est pas la peine non plus d'épiloguer la dessus.

Roger Fajardie a rappelé que dans 251 circonscriptions, les Socialistes étaient en tête, le MRG dans 20, cela fait 271 circonscriptions pour Socialistes-MRG., et le Parti Communiste dans 126.

Nous avons dit, nous, que sans conditions nous nous désisterions. Nous estimons que le désistement est de droit entre formations de Gauche. Nous avons toujours dit que ces désistements se situaient dans des perspectives politiques.

Quelles peuvent-être les perspectives politiques ?

Didier Motchane a rappelé qu'il n'était pas question, en quelques heures, d'actualiser le programme commun de gouvernement, ni de publier une liste de répartition des fonctions ministérielles. Mais dans le fond, quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, les Communistes, eux, ont très certainement arrêté ce qu'ils avaient l'intention de nous proposer et ce vers quoi ils voulaient arriver eux-même, et nous tous ensemble et s'ils pensent qu'il faut «arrêter les frais» de la casse, un accord sera tout à fait possible, car on peut avoir une déclaration de caractère politique qui soit satisfaisante, pour leurs militants, pour leurs électeurs, pour l'ensemble de l'union de la gauche. A ce moment là, nous serons dans une situation très intéressante et fort positive pour mener la bataille du second tour.

Si les Communistes ne veulent pas de cet accord, nous pouvons leur proposer tout et n'importe quoi, ils ne se satisferont pas.

Donc, je pense qu' il faut avoir une attitude tout à fait cohérente, très ferme, et prendre tous les risques, car c'est la meilleure manière d'en prendre le moins, à savoir que le Parti Socialiste doit. leur parler, bien entendu, le langage de la générosité, sans se faire d'illusions sur leurs intentions, mais que nous ne devons pas aller au delà de certaines propositions qui menaceraient l'existence et le développement du Parti Socialiste qui, quoi qu'il arrive le 19 mars, demeure notre intérêt supérieur et notre objectif commun.
Donc, un accord politique, avec des perspectives programmatiques, compte tenu de tout ce qui est déjà commun entre nous, sans actualiser, puisque nous avons toujours dit que l'actualisation, c'est, en cas de succès, pour le 20 mars, et d'autre part une promesse de gouverner ensemble, avec des droits et des devoirs qui soient communs aux uns et aux autres.
Cela suffit, et si le Parti Communiste veut un accord, si le Parti Communiste croit encore à la possibilité de gagner tous ensemble, soyez certains qu'avec cela, il aura toute la satisfaction nécessaire pour s'expliquer devant son opinion publique..
Au delà de cet accord, eh bien ! Nous lui donnons la possibilité de poursuivre l'abaissement du Parti Socialiste, parce que nous serions véritablement déshonorés, donc plus du tout crédibles vis-à-vis de Français, et l'on dirait : regardez les Socialistes où ils en viennent lorsqu'ils veulent à. tout coup conclure avec le Parti Communiste !
Je pense donc que notre chance de sauver ce 2ème tour, c'est de ne pas aller au-delà de tour ce que nous avons affirmé être prêts à conclure. Cela, mais rien de plus, surtout.

Le Président - Alain Raymond ?

Alain RAYMOND
Je crois que dans le Loir-et-Cher, nous avons mené la campagne comme dans les 95 autres Départements de la Métropole ; on s'est réuni hier soir et on a essayé de tirer quelques conclusions.
Je pense que l'une des remarques que faisait Pierre Mauroy ce matin est revenue souvent parmi les militants. Il y a trois grands partis qui perdent, il y a un grand parti qui gagne en nombre de voix. Les trois grands partis qui. perdent sont plutôt contents, parce qu'ils perdent moins que ce qu'ils attendaient. Le parti qui gagne n'est pas réjoui comme il devrait l'être, parce qu'il gagne moins que ce qu'il attendait.
Je crois donc que nous devons voir nos réactions par rapport à cela et essayer, au niveau de la préparation du 2ème tour, de nous situer dans cette perspective-là.
Nous avons mené une campagne électorale où nous avons passé notre temps à défendre l'union, à défendre la possibilité d'un gouvernement de Gauche, à défendre la possibilité d'un programme commun. Le Parti Communiste a passé son temps à mener une campagne dont le seul but était de freiner la progression du Parti Socialiste, quitte à faire perdre les élections à la Gauche.
Chez nous ce fut une succession d'attaques personnelles ; le dernier journal du

Parti Communiste faisait 8 pages, il y avait 6 pages d'attaques contre le Parti Socialiste, une page de critiques contre la droite et une page d'appel à voter Communiste !
C'est-à-dire que dans cette opération ils ont, finalement, je dirai, réussi à freiner la progression du Parti Socialiste et je pense que Marchais a fait peur à toute une partie de l'électorat Socialiste qui finalement, en dernier ressort, bien que dans les sondages elle se soit prononcée pour le Parti Socialiste, a plutôt reporté ses voix ailleurs.
Devant cette situation, ayant entendu, comme je l'ai entendu dans ma province, un certain nombre de camarades dire que le problème était de "rassurer le Parti Communiste", moi, je dis aujourd'hui que c'est le Parti Socialiste qui a besoin d'être rassuré sur la volonté unitaire, sur la volonté de gagner du Parti Communiste, et que les gages ne peuvent pas être tout le temps à sens unique ! Il faudrait peut-être aussi savoir si le Parti Communiste est décidé à n'assurer l'union que lorsque, dans l'union, il est majoritaire, ou s'il est décidé à assurer l'union pour qu'un jour la Gauche gagne, s'il est décidé à avoir un programme pour enfin pouvoir l'appliquer, et non pas seulement passer son temps à en parler !
Je crois que le résultat de dimanche prochain est important, mais qu'il ne doit pas occulter l'avenir. Je crois que nous devons dans ce Comité directeur, avec les Secrétaires fédéraux, prendre une décision qui doit répondre à deux objectifs, et non pas à un seul :
- le premier, c'est tout faire pour gagner dimanche prochain ;
- le deuxième, c'est ne rien faire qui détériore l'avenir pour la Gauche.

Et cela n'est pas contradictoire, à mon avis.
Dans la négociation avec le Parti Communiste, je crois tout simplement que nous n'avons pas à changer de position. Cela veut dire que nous ne devons pas avoir de durcissement inutile, mais que nous ne devons pas non plus avoir de concession qui ne servirait strictement à rien.
Sur les points que soulevait tout à l'heure Didier Motchane, et le premier, les désistements, je suis un peu étonné de ce qu'il a dit. Il est exact que le Parti Socialiste a dit : nous nous désisterons. Cela n'est pas négociable. Il serait bon, tout de même, de rappeler que jamais, jamais, le Parti Communiste n'a dit : nous nous désisterons pour les socialistes partout où ils sont devant, et que faire dire au Parti Communiste qu'enfin il se désistera, c'est l'une des conditions pour que la Gauche puise gagner. Il me semble que dans l'intervention de Didier Motchane, tout à l'heure, cela manquait... cela manquait diablement !
Sur les deux autres points, le Parti Socialiste s'est aussi prononcé. Les responsables du Parti l'ont fait hier soir et l'ont fait cette nuit.
Sur le problème du programme, j'ai entendu pendant toute la campagne du 1er tour les responsables du Parti dire une chose qui me paraît juste. Il y a des désaccords entre Parti Communiste et Parti Socialiste sur certains points du programme commun. Ces points seront à trancher le 12 mars.
Nous sommes au lendemain du 12 mars nous sommes devant le Parti Communiste, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, à l'intérieur de la Gauche, parmi les

électeurs de Gauche, ce sont les propositions Socialistes sur l'actualisation du programme commun, partout où il y a désaccord, qui sont majoritaires, et il nous faut non seulement en tenir compte pour nous, mais il faut surtout en tenir compte par rapport aux électeurs et par rapport tout simplement à la démocratie ; donc, le rappel que nous avons à faire là-dessus, je crois que ce sont nos propositions et d'abord nos propositions.

Il est exact qu'un certain nombre de propos de la CFDT. sont intéressants mais je voudrais tout de même mettre en garde sur un point.

La CFDT est une organisation syndicale qui est intervenue dans le débat politique et sur les problèmes programmatiques. Quelle aurait été la réaction des organisations syndicale si, en cas de désaccord entre CBT et CGDT sur l'élaboration d'une plate-forme commune, le Parti Socialiste était intervenu pour faire une proposition de transaction ? Je crois que les organisations syndicales n'auraient pas accepté cette situation et que nous devons, en tant que parti politique, par rapport à ce que nous pensons du rôle de l'organisation syndicale, faire très, très attention à la manière dont nous prenons ce problème ; il ne faut pas voler vers les propositions de la CFDT parce qu'elles pourraient permettre une transaction, alors qu'en réalité ce serait une déviation du rôle des partis, une déviation du rôle des syndicats et que cela risquerait tout simplement de renier un certain nombre des propositions qu'ils faisaient, notamment sur le problème des nationalisations, de renier le verdict d'hier, c'est-à-dire le verdict des électeurs sur ce qui était les différences entre Parti Communiste et Parti Socialiste.

Sur le problème du gouvernement, je crois que chacun a ses devoirs, chacun a ses responsabilités, chacun doit avoir sa place, et je crois que c'est aujourd'hui la seule chose qui est à dire par le Parti Socialiste. Aller plus loin, inévitablement, nous amènerait sur les positions du Parti Communiste, inévitablement cela apparaîtrait dans l'opinion publique comme une concession grave du Parti Socialiste.

Je terminerai en disant qu'une partie de notre électorat potentiel, je veux dire une partie de notre électorat de sondage, ne nous a pas suivi jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au moment du vote, parce qu'elle est inquiète de deux choses :

La première chose c'est : y-a-t-il un gouvernement et un programme possible entre Socialistes et Communistes ?

La deuxième chose, qui n'est pas la moins importante, c'est : les Socialistes sont ils capables de tenir devant le Parti Communiste ?

Céder, céder aujourd'hui un tant soit peu devant le Parti Communiste, ce n'est pas permettre la victoire du 2ème tour, c'est, au contraire, permettre un recul supplémentaire de la Gauche, parce qu'encore une fois, une autre partie de notre électorat sera encore plus inquiète et aura des chances supplémentaires de nous quitter.

Nous devons tenir les deux bouts de le chaîne, tenir sur nos positions sans concessions. Je le disais tout à l'heure, sans durcissement inutile, mais sans concessions, parce qu'aujourd'hui toute concession supplémentaire au Parti Communiste, c'est l'assurance d'un 2ème tour victorieux pour la droite, c'est

l'assurance pour l'avenir d'un risque considérable d'effritement de la Gauche, d'un risque considérable d'effritement du Parti Socialiste et finalement à vouloir à tout prix préserver une victoire de la Gauche, en concédant, ce serait en fait perdre sûrement le 19, et perdre sûrement pour l'avenir.

Le Président – Michel Rocard ?

Michel ROCARD

Je souhaiterais attirer l'attention du Comité directeur sur l'importance qu'il y a pour nous, à tenir ce débat et à prendre nos décisions, non pas en fonction seulement de la semaine que nous vivons, mais en fonction de la perspective longue dans laquelle nous nous plaçons et de sa signification historique.

J'ai la conviction que dans les 36 heures qui viennent, c'est-à-dire jusqu'aux retraits, désistements et déclarations d'apport de voix et. de désistements de demain soir minuit, nous aurons engagé l'avenir du Socialisme et de la Gauche en France pour une bonne dizaine d'années. Je reste absolument convaincu que la victoire est possible et qu'il faut tout faire pour l'arracher ; néanmoins, elle n'est pas assez certaine pour que nous puissions nous permettre de ne réfléchir que sur l'hypothèse de la victoire. il faut confronter les deux, même s'il faut tout faire pour que ce soit seulement celle-là.

Or, il faut bien examiner ce qui s'est passe du côté du. Parti Communiste.

La campagne de préparation des municipales a eu un aspect très différent de la campagne de préparation des législatives. Nous avons passé, avec nos camarades Communistes, pour les municipales, un accord loyal et qui fut généreux.

Je pense eue nous avons payé hier un certain prix et qu'il était peut-être un peu plus grand que nous ne l'avions pensé. Et ce prix était légitime. Je fais partie de ceux qui avaient choisi de le payer, sans se faire d'illusions. Ce prix était légitime dans la mesure où il se traduisait de la part du Parti Communiste par un engagement clair dans le sens de l'union et de la victoire des forces de Gauche unies.

Or toute la préparation de ces élections législatives a montré, depuis le 22 septembre, et en fait on s'en doutait déjà avant, souvenez-vous le retour de Marchais au mois d'août, que la préparation des élections législatives par le Parti Communiste ne s'est absolument pas faite avec le souci dominant de la victoire de la Gauche unie. Je suis même de ceux qui pensent qu'il y a une fraction, qui est de temps en temps majoritaire au Parti Communiste, suffisamment pour que cela fasse assez fréquemment la décision, qui n'a pas souhaité la victoire d'une Gauche dans laquelle un gouvernement uni aurait été dirigé par des Socialistes, par un Socialiste.

Alors, ce qui est en jeu c'est tout cela, ce sont nos chances de victoire et c'est l'avenir de l'union. Et nous le jouons pour dimanche prochain, mais aussi pour l'avenir, comme le disait Alain Raymond.

Je reste profondément persuadé que pour une victoire de la Gauche en France, il y a trois conditions indissociables.

La première est précisément l'union de la Gauche.
La seconde est que, dans l'union de la Gauche, le Parti Socialiste soit dominant, donnant par la à l'électorat, à l'ensemble des Français, la garantie que c'est bien un système Socialiste organisé autour et dans la liberté, qui prévaut.
La troisième condition, c'est celle de la crédibilité du programme et des intentions, et c'est par rapport à cela qu'il faut juger la manière dont nous pourrons conduire notre recherche d'un accord ce soir.
Sur l'union : c'est une condition absolument décisive et qu'il importe de préserver dans les temps qui viennent. Pensez un peu, mes camarades à ce qu'il risque d'advenir de la volonté d'union de la Gauche après une éventuelle défaite. C'est un point, à mes yeux, important, très important, il nous engage, nous, sur une volonté très ferme qui est l'engagement de ne gouverner, en aucun cas, qu'avec les forces de la Gauche exclusivement, il engage le Parti Communiste lui à choisir une stratégie d'union de la Gauche plutôt que l'acceptation seulement d'un gouvernement d'union nationale, comme en 1945, ou que l'acceptation de la Droite au pouvoir plutôt que d'une victoire de la Gauche.
Deux mots sur la 3ème condition que j'évoquais tout à l'heure, celle de la crédibilité du programme. Je sais très bien je risque de choquer certains d'entre vous, mais je ne serais pas loyal et ce débat ne serait, pas correct, si on ne disait pas tout ce qu'on pense, alors je vous demande de réfléchir à ceci.
Je crois que nos avons pris, le jour où nous avons accepté de porter le SMIIC à 2400 F, une décision qui était d'avance la perte des élections, je ne parle pas des conditions économiques, pour dire cela je pense – je l'ai dit au Secrétariat national - en termes électoraux, je pense qu'électoralement il était complètement vain et illusoire d'espérer gagner la moindre voix sur l'électorat paupérisé et ouvrier de ce pays, et je pense que nous avons introduit une crainte, une incertitude chez ceux qui nous écoutaient avec intérêt et pensaient que nous conservions un minimum de rigueur.
Je sais que c'est d'autant plus scandaleux à dire qu'en Allemagne il n'y a pas de salaires inférieurs à 3000 F, mais tout est dans la rapidité et dans les étapes, et je crois qu'électoralement cela a été compris comme une concession au Parti Communiste et c'est à ce moment là que nous avons commencé à perdre…
(Protestations)
C'est une analyse que je soumets à votre réflexion camarades, vous en penserez ce que vous voudrez, vous aurez le droit de réponse tout à l'heure…Je m'excuse…

Le Président - Ecoutez, chacun à le droit de s'exprimer.

Michel ROCARD - Si ce Comité directeur n'est pas l'endroit où l'on a le droit de dire- tout ce qu'on a sur le cœur, à quoi sert-il, grands Dieux ?
De ces trois conditions, c'est la seconde, celle que j'ai appelé la condition de la domination du Parti Socialiste dans la dominante de l'union de la Gauche, c'est cette condition qui, nous le sentons bien, était déjà celle de la victoire pour les élections législatives de 1973, les premières que nous avons connues, après la

conclusion du programme commun de gouvernement de la Gauche et celles des présidentielles de 1974 et encore celle d'aujourd'hui et ce sera celle de demain, que nous ayons aujourd'hui gagné, ce que j'espère, ou qu'hélas nous ayons perdu, ce sera toujours cella là.
Or pour que cette condition se réalise, il faudra. Qu'à un moment, de manière visible, devant ses propres forces, La CGT, comme devant, l'ensemble de l'opinion le Parti Communiste, reconnaisse de manière visible et solennelle, qu'en effet il accepte un gouvernement de Gauche dans lequel il n'est pas majoritaire et sur lequel il n'a pas un contrôle dominant; donc, tant que cette condition n'est, pas remplie, mes camarades, la Gauche ne sera pas dans le pays.
J'ai beaucoup entendu ce matin, par nos camarades du CERES, l'argument : le PC est méfiant.
Qui des deux partis, je vous le demande mes camarades, a plus le droit de l'être compte tenu de ce qu'ont été les derniers six mois que nous avons vécus ?
Un rapport de force n'est pas la confiance. Ce n'est pas nous qui avons introduit la constante de l'union de la Gauche sous la forme d'un rapport de force unilatéral, mais c'est ce qu'elle est, hélas, devenue à cause des états d'âme de nos camarades du PC à partir du moment où il n'est plus majoritaire. Dans ces conditions il nous incombe à nous de tenir la responsabilité de cet enjeu en les rappelant à l'union, car leur base et notamment leur base syndicale souhaite l'union.
Alors de cette analyse il résulte qu'en effet nos camarades Communistes ont une possibilité de verrouillage négatif sur l'accès de la Gauche au pouvoir et je crois qu'il ne dépend pas de nous de la lever.
S'ils ne souhaitent pas cette fois-ci reconnaître qu'en effet, la domination sera celle du Parti Socialiste, peut-être ne gagnerons nous pas cette fois ci, mais ces conditions sont répétitives et sont déjà celles qui nous ont fait perdre en 1973, et en 1974, et si nous voulons céder par rapport à cela, nous ne gagnerons pas, nous naviguerons bien et naviguer c'est perdre
Et je voudrais aussi solliciter votre réflexion sur le point suivant, c'était le point décisif aujourd'hui : perdre les élections, mais c'est perdre du poids dans notre parti, c'est introduire pour demain chez nous le doute sur le sens même de la stratégie unitaire. Or je suis persuadé, moi, qu'il n'y aura victoire, soit dimanche, soit à terme, que dans l'union, mais sous ces conditions formelles.
Tandis que si nous créons dans ce parti un débat sur les conditions dans lesquelles l'union est possible, alors peut-être, en effet, l'union de la Gauche est fonction de la force actuelle du Parti Socialiste, il faut que nous soyons assez sûrs de nous-mêmes pour aller jusqu'à ce que le PCF l'accepte, c'est-à-dire une épreuve de force.
Quel est le problème maintenant ? Il y a trois aspects : programme, désistements, gouvernements.
gouvernement : il n'est pas possible d'en parler autrement que sur la base de l'égalité des droits et des devoirs, cette formule doit suffire et est la seule possible, je crois que le PC est assez lucide pour y venir.
Le programme, il est voulu, il est fait sur 148 pages du programme commun par

Fondation Jean Jaurès

rapport à 150, si bien que la condition centrale est celle des désistements.
Je ne crois pas que nous pouvons nous permettre d'engager des négociations sérieuses aussi longtemps que, comme les nôtres sont acquis, les désistements du PC sont également acquis préalablement à cette discussion qui doit s'ouvrir.
Je le souhaite, il faudra je crois qu'à un moment l'un ces deux cède, il n'y a pas là-dessus de compromis, je pense que nous engageons tout notre avenir sur cette décision, je souhaite qu'il reste unitaire, mais pour rester unitaire il faut que le Parti Socialiste soit lui-même.
Etre lui-même, cela suppose faire le plein usage de sa force, cela suppose aussi faire le plein usage de son identité, de son programme.
Je souhaite, c'est mon dernier vœu, que dans cette semaine nous parlions aussi de la suite. Il m'est arrivé de regretter qu'un groupe interne ne nous permette pas de nous pencher sur la question du pouvoir, de la régionalisation, de remettre tout l'accent, sur les programmes que nous avions, que sur les droits des travailleurs dans l'entreprise on accepte, au fond, que l'accent de notre propagande porte surtout sur des revendications monétaires et pas sur des revendications des travailleurs à plus de dignité, donc de pouvoir, et que cette correction passe aussi dans notre discours de fin de campagne, car c'est notre identité qui assurera la victoire dans l'union, la force de notre identité est une condition de l'union.

Le Président - Jean Poperen.

Jean POPEREN
Pour une simple remarque. Nous avons des décisions graves à prendre dans un très bref délai, cela implique donc qu'en commun, d'un commun mais tacite accord, nous remettions à plus tard un certain nombre de débats. Et je dis donc à Michel Rocard que je regrette qu'il ait tenté là la justification d'une position qui à l'évidence, sur le SMIC, n'est pas partagée par un grand nombre d'entre nous et je crois que ce sentiment d'un bon nombre d'entre nous est éprouvé par de très larges couches du parti.
(Applaudissements)

Michel ROCARD – Ce n'était pas une justification mais un appel à la réflexion.

Le Président – La parole est libre.
Pierre Joxe.

Pierre JOXE
Je dirais seulement à Rocard qu'au cours de cette campagne j'ai rencontré beaucoup plus de gens qui m'interrogeaient sur la portée de ses déclarations lorsqu'il avait dit un peu partout que le SMIC à 2400 F c'était la catastrophe financière… (Applaudissements)…Car les gens qui m'ont dit cela, j'en ai rencontré beaucoup, mais pour avoir fait une campagne, je crois, assez populaire, je n'ai pas rencontré beaucoup de gens qui nous ait reproché le SMIC

Coll. Fondation Jean Jaurès

à 2400 F
De la même façon, s'il s'agit d'appels à la réflexion, nous aurons, je crois que Poperen a raison, à discuter de beaucoup de choses y compris de géographie politique, de réflexions sur le 1er tour de ces élections. Mais nous en discuterons de façon approfondie seulement après le second tour.
Et, bien que je ne sois pas absorbé par les questions électorales, je crois qu'aujourd'hui nous sommes réunis pour que la délégation de notre parti, qui doit rencontrer tout à l'heure une délégation du Parti Communiste et les Radicaux de Gauche, ait un mandat, comme le disait Motchane, pour aboutir à un accord rendant possible la victoire électorale de la gauche dimanche prochain.
Je n'ai pas compris pourquoi Ranoux, en dramatisant un peu, disait que toute concession amènerait à un recul supplémentaire de la Gauche.
Mais où est le recul de la Gauche ?…Il y a progression de la Gauche.
Nous nous trouvons dans une situation nouvelle pour la première fois, c'est quand même une joie, c'est que la gauche est majoritaire dans ce pays et, au moment où – j'ai vu cela sur la première page du Monde – le Parti Communiste italien s'apprête à soutenir un gouvernement de Démocratie Chrétienne avec un Parti Socialiste Italien laminé, nous nous trouvons en France avec un Parti Socialiste qui est le premier parti de France et qui est le grand responsable de ce niveau jamais atteint par la Gauche dans notre pays depuis que je vote. (Applaudissements) Cela c'est une réalité.
Alors moi je crois qu'il faut tout faire, et aujourd'hui tout envisager en fonction de ce qui va se passer dans les jours prochains.
Les résultat du Parti Socialiste est un résultat impressionnant quand on pense à la campagne que nous avons subie pendant des semaines, mais nos satisfactions évidemment, elles sont mêlées de déception. Pourquoi ? Parce que nous avons trop attaché d'importance soit aux sondages, soit à ceux qui extrapolaient l'évolution des sondages.
Ce qu'il faut regarder, ce n'est pas la comparaison du résultat, d'hier avec les sondages d'avant-hier, mais c'est la comparaison entre les résultats d'hier et les résultats d'avant-hier, il y a quelques mois, il y a quelques années, et cela nous donne de bonnes raisons de penser que nous pouvons assurer la victoire de la Gauche, mais à certaines conditions.
Quelles conditions ?
Un accord entre les partis de Gauche.
Je parle ici après que, comme beaucoup d'entre vous, j'ai participé cette nuit à une réunion du Bureau fédéral de ma fédération, le premier secrétaire fédéral n'est pas venu, il a mis en ballottage l'ancien ministre Jarraud, il est un de ces candidats qui est susceptible de devenir un député de Gauche de plus, et dans ma fédération nous avons eu une discussion qui m'a permis de constater que nous étions d'accord sur des grandes orientations et, comme ce sont en même temps les miennes en tant que membre du Bureau et du Comité directeur, je voudrais moi faire des propositions sur ce mandat qui doit être donné à notre délégation.
Je pense qu'il faut effectivement aborder les deux questions essentielles, qui

sont posées pour un accord et qu'il faut accepter de regarder la situation à la lumière de ces derniers jours.
Sur le programme, pas question de terminer l'actualisation dans le détail, de le rédiger, tout cela, cet après-midi ou cette nuit, ou demain, mais en revanche il faut être ni intraitable, ni soumis, il faut ne pas être intraitable, la France entière attend de savoir ce que la Gauche va décider et chez les électeurs de Gauche, il y une espérance immense qu'un accord politique intervienne. Cet accord politique ne peut pas conduire à un accord rédigé sur tous les points du programme et il n'est pas question de céder mais que l'on montre l'indication.
Si nous le faisons, si les Communistes ne veulent pas l'accord, l'accord n'aura pas lieu, si les Communistes veulent l'accord, l'accord aura lieu, mais si le Parti Socialiste montre sa volonté d'arriver à un accord, c'est possible sans se soumettre ni sans être intraitables, une déclaration politique en quelques lignes, on quelques paragraphes, peut donner cette indication et nous pouvons la proposer.
Sur le gouvernement, alors là c'est l'inverse, personne en France n'attend que les partis de Gauche, ni ce soir, ni demain, sortent tout chaud, la proposition d'un gouvernement cela ferait "rigoler" tout le monde, car la question c'est de savoir s'il y a un gouvernement de Gauche en France. Nous l'avons déjà dit, nous pouvons là-dessus prendre des orientations générales concernant les bases de composition d'un gouvernement de Gauche, c'est tout, on ne peut pas nous demander plus et personne ne s'attend à plus.
Cela veut dire quoi ?
Cela veut dire qu'à partir de nos propositions d'actualisation d'octobre dernier, dont tout le monde a considéré qu'elles étaient très proches de ce que la CFDT a récemment déclaré, et les Communistes, comme différents dirigeants du Parti, en ont montré la réalité, c'est-à-dire qu'il y avait, effectivement dans les positions de la CFDT les bases d'un compromis possible sur certains aspects, c'est-à-dire le programme des nationalisations, mais sans même entrer dans le détail, sans même se référer nécessaire aux propositions de la CFDT qui ont une autre dimension, je crois qu'il est possible de montrer, si les Communistes le veulent, que nous aussi nous voulons l'accord.
Bien sûr, c'est imprécis ce que je dis là, mais il est vain d'espérer un accord précis, ni sur le programme détaillé que nous n'avons pas actualisé depuis des mois, ni sur la proposition d'un gouvernement qui ne paraîtrait pas plausible compte tenu de la situation actuelle.
Si ces orientations sont possibles, c'est-à-dire si le Parti Communiste le veut, ce que nous ne savons pas et que nous ne saurons peut-être même pas après plusieurs heures de discussion, voilà notre position, ce sera de faire appel à l'opinion, de montrer que nous souhaitons cet accord, parce que nous souhaitons la victoire.
Je crois qu'il ne faut ni la soumission à l'égard des exigences des Communistes, ni la raideur, mais un peu de chaleur, il faut essayer de faire passer dans l'opinion pendant les jours qui viennent le sentiment que vraiment nous voulons la victoire et cela peut peser, y compris cet après-midi, sur les Communistes si

nous leur montrons notre désir, et cela comptera aussi pour l'avenir, Michel Rocard, parce que, que ce soit la victoire ou la défaite, il y aura toujours un lendemain, et. les lendemains difficiles de la Gauche ils auront- lieu aussi bien en cas de victoire que de défaite. Qui peut prévoir que la victoire et l'arrivée d'un gouvernement d'union de la Gauche dans les semaines qui viennent, ce serait tout d'un coup des semaines de polémique effacées ? Nous savons tous bien que non. De toute façon, les difficultés entre les partis de Gauche, les désaccords et la concurrence continueront et s'amplifieront pendant les trois ans qui nous séparent de la prochaine élection présidentielle, car nous savons que le Parti Communiste a l'intention d'avoir un candidat. Nous savons aussi qu'un gouvernement de Gauche, s'il est installé dans les semaines qui viennent, c'est fâcheux, mais c'est comme ça, sera dominé par cette compétition entre la Droite et la Gauche, entre les Socialistes et les Communistes.

C'est pour cela que la négociation ne peut porter que là-dessus.

Quant aux désistements, nous n'avons rien à négocier, nous avons annoncé notre position, les Communistes, s'ils souhaitent, eux, provoquer un suicide collectif, ils peuvent le faire, mais je crois qu'ils ne le feront pas, ils peuvent nuancer leur position, faire des coups fourrés, comme ils en ont fait dans le temps…Souvenez vous ce qui est arrivé à Grenoble, à Pierre Mendès France en 1968, où il était évident qu'il y avait une volonté révolue, déterminée, de provoquer l'échec d'un homme…Cela peut se faire 15 fois, 20 fois, nous n'en savons rien, nous n'y pouvons rien. La seule chose que nous pouvons pour les huit jours, comme pour les mois qui viennent, c'est montrer qu'effectivement, nous avons été vraiment unitaires et cette question des désistements, je crois qu'en vérité, elle n'est qu'à peine un sujet de discussion.

S'il y a un accord sur une déclaration politique, le programme de gouvernement, ses orientations, il y aura non pas accord sur le désistement, mais recul du Parti Communiste, car Ranoux disait le désistement conditionne, mais non le désistement Communiste n'est pas une condition, c'est un enjeu, il ne conditionne pas, il sera le résultat ou il ne sera pas, et j'en parle à mon aise, comme beaucoup de ceux qui sont ici, je sais très bien que dans mon département, et même dans ma circonscription, encore que j'ai des raisons de penser que même sans désistement Communiste nous serons élus, nous ne pouvons pas être fixés là-dessus.

Nous n'avons pas à changer de position, il y a des semaines que nous le disons.

Pour répondre à ce que disait Motchane voilà ce que je propose : pas question de rédiger en termes écrits le mandat d'une délégation qui se trouvera devant une situation imprévue, inimaginable, une délégation qui ne pourra pas revenir devant ce Comité directeur qui va se séparer et se sera dispersé, il vaut mieux obtenir des réactions par rapport à ce que vous avez ressenti dans vos départements pour que la délégation qui aura à négocier et qui aura à prendre des responsabilités importantes sache bien si la volonté du Parti, de ses militants, de ses responsables, c'est d'arriver à l'accord qui peut nous faire gagner les élections législatives, ce qui veut dire faire recueillir le fruit du travai1 obstiné du Parti depuis des années ou si, au contraire, le Parti, dans sa majorité, espère

tirer plus de profits d'une défaite que d'une victoire !
Je suis de ceux qui pensent que le Parti Socialiste a beaucoup plus à gagner d'une victoire de la Gauche dimanche prochain que d'une défaite ! (Applaudissements)

Le Président - La parole est au camarade du Tarn.

Un Délégué du Tarn
Merci de me permettre, de permettre aux secrétaires fédéraux de s'exprimer devant le Comité directeur.

Le Président - C'est tout à fait normal et naturel, je regrette même qu'il n'y en ait pas plus à prendre la parole.

Le Délégué du Tarn - J'interviendrai, vous vous en doutez sûrement, non pas pour parler du problème PC - PS, mais sur un autre problème.
Dans le Tarn, effectivement, le problème avec le PC ne va pas se poser, dans une circonscription sur trois heureusement notre candidat député sortant a obtenu un nombre de voix assez grand peur passer au deuxième tour sans avoir besoin du PC. et il ne pourrait capoter que si le PC apportait ses voix à la candidate RPR ; dans les deux autres circonscriptions, dans l'une il est à peu près certain que ce n'est pas avec le Parti Communiste que nous risquons de rater le coup, mais, et venant du Tarn, cela ne surprendra pas, je vais parler du Mouvement des Radicaux de Gauche.
Dans l'accord que nous allons avoir à entériner, il y a trois composantes, mes chers camarades, et les radicaux de Gauche sont une de ces composantes importantes ; tout à l'heure, nous avons eu des considérations sur le manque de résultat par rapport aux sondages, avez-vous pensé, et nous en avons la preuve dans notre département, que si nous n'avons peut-être pas atteint les chiffres des sondages, c'est parce qu'il y a eu un effondrement du MRG ?
Tous les départements de Midi-Pyrénées sont là pour le constater : 2% dans une circonscription où il y a trois ans le candidat MRG avait eu 6%, 8% dans l'autre alors qu'on lui en donnait 15 au minimum, candidat, il faut, bien le dire, qui était en lice parce que notre Direction nationale avait accepté les primaires, bien que le MRG soit parjure. On nous a dit que le MRG pourrait avoir 11 députés au plus, alors qu'il y avait 12 sortants…Vous voyez à peu près…Partout cette chute pour ce Parti !
Ce qui est grave, c'est que si nous nous sommes engagés pour le désistement au deuxième tour, nous n'avons pu obtenir des candidats MRG chez nous la même promesse, à un point tel que j'ai du demander l'engagement personnel de Robert Favre en ce qui concerne la circonscription de LaVaur/ Gaillac et que, désavouant son candidat, Robert Favre nous a adressé une lettre où il s'engageait.
Alors, la conclusion de mon intervention est de demander à nos camarades qui vont discuter, d'avoir sur ce point des désistements, non seulement des reports

de voix des candidats MRG, mais une discussion très franche pour obtenir de Robert Favre des certitudes circonscription par circonscription, et ce sera très utile, croyez-moi, en particulier pour le Tarn et Garonne.

Le Président - Nicole Questiau ?

Nicole QUESTIAU

Je voudrais simplement ajouter quelques mots à ce qu'a dit Pierre Joxe que j'approuve entièrement.

Premier point : je n'aime pas beaucoup, quand on parle de faire l'histoire, souvent l'histoire on la fait sans le faire exprès, et tout ce qu'on nous demande au fond, tout ce que nos 7 millions d'électeurs nous demandent, c'est de réussir la réunion qui se tient à 18 h. on verra ensuite si on a fait l'histoire !

Ce que je suggère, c'est simplement certaines choses pour les négociateurs : je suis d'accord avec ce qu'a dit François Mitterrand tout à l'heure comme quoi nous avions des réserves…Nos réserves, c'est justement les électeurs qui vont découvrir pendant cette semaine qu'il est possible qu'ils soient obligés de garder le gouvernement sortant, c'est ceux-là qu'il faut re-mobiliser, il faut penser qu'il s'agit de mobiliser l'électorat de Gauche, cela me parait fondamental.

Il me semble qu'il est utile pour nos négociateurs, non pas de se demander s'ils vont céder ou pas, mais de se faire un vague schéma du texte auquel on pourrait aboutir, dont on serait content, si c'était le texte de compromis adopté.

Il me semble que le texte qui serait susceptible de mobiliser l'électorat de Gauche porterait sur les points suivants :

Le désistement, pas la peine de dire qu'il n'est pas négociable, on dirait qu'il va de soi, parce que pour le PS. il a été annoncé et pour le PC. il est d'accord puisqu'il y a un accord politique.

Sur le programme, il me sembla que la solution serait de constater que les points à régler du programme actualisé se limitent à 4 points précis qui sont ceux sur lesquels nous avons déjà parlé

Ensuite, nous aurions à proposer des règles de procédure et nous inventerions des règles d'alignement sur ces 4 points.

Enfin, une procédure et pour la procédure pour la préparation de ce règlement, et selon notre force dans la discussion, ou nous pourrions mettre la procédure en jeu tout de suite ou après dimanche, mais enfin je pense qu'il faut user de la technique.

Dernier point, le gouvernement, il me semble qu'on pourrait dire qu'il y aura un gouvernement de Gauche et je propose un partage total des responsabilités, c'est-à-dire qu'il me semble, et ceci passe assez bien quand on nous pose la question dans les campagnes, que la Gauche ne se partage pas les ministères, elle a intérêt à ce que les responsabilités des difficultés attendues soient bien partagées.

Dernier point, il me semble que si nous voulons réussir, il faut que notre délégation à cette négociation soit composée d'optimistes, parce qu'on ne réussit pas une négociation sans un minimum d'optimisme.

(Applaudissements)

Le Président - Georges Sarre ?

Georges SARRE

Mes chers camarades, j'ai beaucoup souffert en entendant certaines interventions et depuis celle de Pierre Joxe et Nicole Questiau, je respire un peu mieux ! Je balance, je me dis : mais certains camarades ont-ils décidés; inconsciemment bien sûr, de déclencher un suicide collectif ? D'autres sont-ils déjà en train de nous faire le discours d'après le 2ème tour ?

Ceci dans l'hypothèse où, bien sur - il faut parler franchement, certains l'ont dit, entre nous - nous aurions perdu. Nous ne serons jamais de ceux-là, parce que nous essayons toujours de regarder les choses avec un peu de hauteur, et de sortir avec une synthèse dynamique.

Ce que je tiens à préciser, c'est que déjà nous avons eu l'occasion de voir le Parti réuni en. Comité directeur ou en Convention, et je pense à la période qui a précédé le référendum voulu par Georges Pompidou sur l'Europe ; à ce moment là déjà, ce n'était pas tout à fait les mêmes, mais le Parti était assez affaissé à l'idée que confronté à cette bataille électorale inattendue, eh bien nous serions rapidement en difficulté, sur la défensive, puisque déjà entre nous nous n'étions pas particulièrement d'accord sur ce qu'il convenait de faire ou de ne pas faire.

Or le problème qui est le nôtre aujourd'hui me semble extrêmement simple. Il nous reste deux heures avant de rencontrer nos camarades Communistes. Certains ont dit : il faut que la délégation soit mandatée. Certes, moi je propose qu'une mini-commission se mette immédiatement au travail non pas pour mandater la délégation, car nous faisons tout à fait confiance à celles et à ceux oui seront dans l'équipe pour rencontrer les autres, mais ce que je souhaite, c'est qu'il y ait un texte relativement court qui servirait de projet de déclaration, qui. pourrait devenir la base commune eux trois partis signataires du Programme commun de gouvernement. A ce moment là les Choses seraient claires, et de surcroît je crois que pour la négociation ce serait sage, prudent, car nous ne partirions pas du texte Communiste. En effet vous vous doutez bien qu'ils arriveront, eux, avec leur document tout préparé.

C'est donc une première proposition.

Deuxièmement, tactique de discussion et de négociation. Eh bien nous n'allons pas revenir sur l'affaire des désistements. Nous l'avons tous dit, répété pendant plusieurs semaines, si nous sommes devant, nous restons; si nous sommes derrière, nous nous retirons. Affaire réglée !

Donc n'encombrons pas la discussion avec cela.

Qu'est-ce qui intéresse les Communistes ? C'est de savoir s'ils seront associés convenablement au gouvernement, et s'ils voudront jouer un certain rôle dans la politique que nous définirions ensemble. Eh bien il ne s'agit pas de leur donner confiance ou pas confiance, il s'agit de prendre un engagement solennel, devant bien sûr tous les partis, mais au delà devant toute l'opinion publique, poux dire que les Communistes participeront au gouvernement, qu'ils seront associés à la

prise de décision, et que nous mettrons en oeuvre comme politique celle qui est contenue dans le Programme Commun en disant que le document de le CFDT, sans qu'il serve de base, sans que ce soit le document de référence dans lequel on puisse, eh bien suggère ici et là des points sur lesquels Socialistes, Communistes, Radicaux de Gauche pourront tomber d'accord.
Si on arrive à cela entre nous déjà, et je pense que c'est possible parce que je ne vois pas où se situe le désaccord, eh bien nous serons dans la situation d'hommes et de femmes qui sont en mesure de gagner, qui ne sont pas accablés par des résultats qui ne sont pas mauvais, qui sont au contraire plutôt favorables.
C'est pourquoi je demande au Comité directeur d'avoir un peu de baume au cœur et de prendre toutes les dispositions pour que dans deux heures la discussion s'engage, et que nous ressortions de cette délégation au sommet avec un accord.
Il n'est pas concevable qu'il en soit autrement, et je dis à tous ceux qui
ici pourraient accepter une hypothèse contraire, que ce raisonnement est absurde, qu'il va à l'encontre même de ce qu'espèrent des millions de gens, et que ce n'est pas raisonner à court terme que de vouloir l'accord, donc la victoire électoral. Ce qui sera fait aujourd'hui engage non seulement pour les prochaines semaines, mais pour les prochaines années, et croyez-moi, c'est cela l'identité du Parti Socialiste, savoir ce que nous sommes et savoir ce que nous voulons.

Le Président.- Je donne la parole à Lambert.

LAMBERT (Val d'Oise)
Tout simplement je trouve qu'on disserte beaucoup dans cette assemblée, et je pense que l'heure est tout de même aux décisions rapides.
En ce qui me concerne, et parlant au nom de ma fédération puisque ce matin nous avons réuni notre Bureau fédéral, je dirai qu'on a beaucoup parlé de la victoire en deux temps, mais que cela passe par une dynamique qui est à créer, sinon il n'y aura pas de victoire dimanche prochain pour toute la Gauche, y compris pour notre grand Parti.
Alors gagner les élections, cela repose sur une volonté politique, et cette volonté politique, il faut qu'elle se traduise dans les faits. On n'arrivera pas à un accord en posant le problème en termes de céder ou ne pas céder. Nous pensons quant à nous qu'on ne peut pas conclure d'accord sans ouverture, sans concessions réciproques. Si nous cherchons à faire mettre à genoux notre partenaire en le transformant en adversaire, nous n'arriverons à aucun résultat et la Gauche sera perdante.
Il est bien évident qu'il n'est pas question pour nous de discuter du problème des désistements, mais il est indispensable d'arriver à une déclaration politique, à un cadre politique d'ensemble, qui serait complété par un accord global après le deuxième tour, car je crois qu'autrement nous allons dérouter ceux qui nous ont fait confiance hier, et nous allons leur donner l'impression qu'on les abandonne pour les jours à venir.
Alors ceci peut paraître très vague, mais j'ai trouvé dans les propos de Pierre

Joxe la traduction fidèle de ce qu'avait dit le Bureau fédéral du Val d'Oise ce matin. Je m'y rallie pleinement et je souhaite qu'au plus vite, cette assemblée prenne une décision. Merci.

Le Président - Cofineau ?

COFFINEAU

Je ne reprendrai pas tout ce qu'a dit tout à l'heure Didier Motchane, sinon pour souhaiter que le Comité directeur le reprenne. J'évoquerai simplement deux ou trois petits points à ajouter, notamment pour combattre des arguments qui me semblent dangereux, qui ont été avancés. Tout à l'heure Alain Ranoux reprenait le fait en disant : au nom de la démocratie, dans la mesure où les Socialistes sont arrivés en tête, ce sont les propositions Socialistes qui doivent être retenues. Alors là, j'avoue que je ne comprends plus. Cela laisserai entendre que nous sommes dans une même organisation démocratique ou, à partir de plusieurs thèses, lorsqu'une thèse devient majoritaire, c'est elle qui fait force de loi.

Je ne crois pas que dans l'ensemble des discours que nous avons pu tenir les uns et les autres, candidats ou pas - je n'étais pas candidat - nous avons dit aux électeurs : si vous votez Socialiste, vous votez pour 227 entreprises à nationaliser, si vous votez Communiste, vous votez pour 700 et quelques. Ce n'est pas du tout comme cela que le problème se pose !

Lorsque nous avons dit en 72 que le programme commun était un contrat, cela voulait bien dire, et on l'a répété, que c'était un contrat, que ce n'était ni les positions Socialistes, ni les positions Communistes.

Alors je crois qu'il y a aujourd'hui dans l'électorat, notamment dans l'électorat ouvrier – je vais y revenir dans un instant – tout à fait autre chose que cette idée qu'en votant Socialiste on votait pour un certain nombre de nationalisations. Il y a d'abord l'idée que l'on a voté pour l'ensemble des propositions et pour la réalité, l'identité des Socialistes, en souhaitant qu'un accord puisse se faire pour gouverner ensemble, et c'est comme cela que les électeurs ont voté, et non pas sur telle ou telle proposition concrète, même si ce n'est pas tout à fait étranger, bien sûr.

Deuxième point rapide aussi qui m'a un peu choqué dans ces arguments : au lendemain des municipales et au mois de juin nous devions gagner dans l'union ; après l'échec, au mois de septembre, un grand nombre de nos camarades avaient le sentiment, bien sûr avec juste raison, que les Communistes portaient une grosse responsabilité, qu'ils auraient du mal à s'en sortir, que par contre, nous nous allions gagne, notamment sur un électorat modéré.

Malheureusement, je dis bien malheureusement, ceci ne s'est pas vérifié, c'était plutôt le contraire.

Mais je repense à une réflexion de Pierre Mauroy ce matin :nous n'avons pas pu percer le mur d'un grand nombre d'usines. Je crois qu'il y a là une réflexion sérieuse à faire, dans la mesure ou effectivement je crois profondément que les travailleurs ont été plus sensible à ce qui se passe à l'intérieur de l'enceinte de l'usine qu'à ce qui se disait par les médias, même si ce qui était dit était fort

intéressant. Seulement à l'intérieur des usines, nous n'y étions pas. Je n'entame pas ce débat aujourd'hui, mais je pense que ce sera un débat important dans le futur.
Alors pour aujourd'hui, je pense qu'au niveau de ces travailleurs, au niveau de la classe ouvrière, l'accord ne sera pas considéré du tout comme un recul des Socialistes ou des Communistes, mais comme une avancée générale par rapport à la situation qu'ils venaient d'entendre hier, de cette Gauche qui pourrait encore ne pas gagner, qui peut encore ne pas gagner.
A ce niveau là, je suis complètement effaré par des raisonnements selon lesquels on va perdre notre identité si nous faisons un pas en avant en direction des Communistes.
Enfin, dernier point, la méthode. Il me semble qu'il faut donner un mandat aux négociateurs, et moi j'ai toute confiance dans les négociateurs, bien entendu. Cependant, dans toutes les interventions, tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a une inconnue de taille, qui est celle de la position de fond des Communistes, qui apparaîtra au début ou à un moment de la négociations, et il me semble qu'il serait de bonne méthode, même si c'est difficile - je demanderai au président de le proposer à la fin - que le Comité directeur se sente partie prenante aussi de cette négociation, parce qu'il n'a pas tous les éléments ; autrement dit, qu'on trouve un moyen concret, par exemple qu'on se réunisse à nouveau ce soir, à 20 ou 21 h, au cas où il y aurait un os de taille qui mériterait que l'on rediscute par rapport à un élément d'information nouveau. Nous ne le ferions pas, bien entendu, si tout se déroulait comme nous pouvions le prévoir. Je sais bien que c'est difficile pour les camarades de province, mais il me semble que c'est aussi la responsabilité du Comité directeur.

Le Président.- J'ai encore 9 orateurs inscrits. Il faut maintenant terminer assez rapidement, et je demande à chacun de parler le plus rapidement possible.
Je donne la parole à Garnier.

GARNIER
Chers camarades, un certain nombre de camarades, Didier Motchane, Pierre Joxe, Georges Sarre, ont fait des propositions concrètes et positives. Je suis frappé par le fait que personne, à part une exception que je vais citer, et j'évoquerai également notre analyse, n'a tenté de démontrer la nocivité de leurs propositions, soit dans le cas où le Parti Communiste se présenterait avec des positions inacceptables qui serviraient ensuite à démontrer où sont situées les responsabilités, soit dans le cas où à partir de la discussion ainsi engagée nous pourrions conclure à un accord qui est très largement souhaité.
Une exception : Alain Ranoux a fait une objection au fait qu'on utilise dans ce débat politique un texte issu d'une organisation syndicale. Je ne voudrais pas rappeler à Alain Ranoux de vieux souvenirs, mais je suis frappé vraiment et étonné de ce type de raisonnement. Car enfin, tout de même, à l'heure où nous sommes, dans ce pays, au moment où la France entière se demande, en étant pour ou contre nos adversaires politiques, si la Gauche va effectivement être

capable de. s'unir, ou si elle va supporter jusqu'à dimanche prochain les quolibets d'une Droite qui retrouve l'espoir de gagner, est-ce que le fait qu'un texte, qu'un document, qu'une proposition soit d'origine syndicale lui enlève le caractère d'exister sur le terrain du débat politique, et par conséquent de faire partie de ce débat ? Je ne pense pas que ce soit sur le terrain juridique qu'on puisse réfuter la proposition qui a été faite en début de séance par Didier Motchane.

Il y a d'autres camarades, et l'un notamment, qui ont tenu un langage qui, je l'avoue, m'a fait penser un instant que nous étions au Comité Central du Parti Communiste Français. Un camarade a dit, je m'excuse mais je ne pense pas trahir ce qu'il a dit, même si les mots n'ont pas été dans ma mémoire notés un par un, il faut que la Parti Communiste reconnaisse dans le caractère dominant du Parti Socialiste une des conditions d'une possibilité de victoire durable de la Gauche dans ce pays. Je crois que je modère encore les propos qui ont été tenus.

Alors vraiment, je crois que si nous avons un débat qui se situe dans cette forme de pensée, c'est-à-dire si chacune des organisations présente est seulement l'anti-thèse ou l'image reflétée à l'envers de l'autre, il est bien évident que nous nous engageons dans un processus qui peut aboutir à une victoire durable et même prolongée de la Droite dans ce pays !

Je pense que c'est notre fonction, si nous acceptons un instant, quels que soient nos courants, de penser tout de même qu'il faut faire une analyse un peu dialectique de la situation, je pense que c'est notre fonction précisément si nous sommes, et je pense que nous le sommes mais il faut aussi l'être théoriquement, le premier parti de la Gauche française, de tenter un peu de synthèse entre des positions aussi diamétralement opposées, et de sortir d'un type de débat dans lequel chacune des deux forces en présence voudrait que l'autre se mette à genoux, avant qu'on fasse ensuite le chemin ensemble.

Camarades, un certain nombre d'intervenants ont évoqué le problème de l'avenir de notre parti et du Socialisme ; je crois que sur le fond ils n'avaient pas tort mais je vous demande en quelques instants de bien vouloir réfléchir à ce qui se passerait s'il n'y avait pas accord à Gauche dans les heures qui viennent.

Ce serait un événement négatif mais historique qui aurait des conséquences pour de très longues années et s'il y a ici des camarades qui pensent ou qui penseraient, qui rêvent ou qui rêveraient d'une stratégie de rechange, il serait temps qu'ils le disent, car je ne pense pas que dans la ligne fondamentale, il y en ait une et que nous pouvons faire autrement de considérer comme catastrophique une telle éventualité.

Ce serait aussi pour des millions de travailleurs, d'homme et de femmes même, dans ce pays, une immense déception et le commencement d'une formidable dispute et de coups tirés de partout pour savoir qui est responsable d'une telle catastrophe.

Croyez-vous vraiment que ce serait si facile de démontrer que le Parti Communiste a eu tous les torts ?

Je prends comme base de réflexion l'hypothèse que d'ailleurs certains camarades ont dans la tête, à savoir que la majorité du Parti Communiste, ou si

vous voulez, la résultante des processus internes et complexes de l'évolution du Parti Communiste aboutirait à ce que la délégation de ce parti présente des conditions inacceptables, intolérables. Alors, effectivement, le Parti Communiste prendrait la responsabilité de la rupture. Mais croyez-vous que ce serait si facile de démontrer au pays, dans chaque usine, dans chaque quartier la responsabilité du Parti Communiste ? Croyez-vous qu'il suffira de dire partout - on l'a répété depuis des mois - cela, pour pouvoir, dans cette hypothèse, aller à la négociation sans avoir fait de propositions nouvelles ?
Je pense qu'un tel raisonnement, si l'on est sérieux, ne tient pas une seconde.
Même dans cette hypothèse il faut que les négociateurs puissent avoir en mains des propositions.
Dans l'autre hypothèse, celle, je crois, à laquelle nous nous attachons ; nous pensons qu'il y a une chance très sérieuse d'accord qui ouvre des perspectives positives au deuxième tour et pour l'avenir de la Gauche dans ce pays, il est bien évident qu'on ne peut pas aller à la négociation sans avoir - et nos camarades l'ont dit très clairement - en tête qu'il n'est pas question de céder à tout prix, personne ici ne le demande, mais personne ne peut imaginer que l'ampleur et les conséquences du débat qui s'ouvre aujourd'hui, ne puissent terminer autrement que par ce qu'on appelle dans le langage courant et aussi politique un compromis.
Personne ne comprendrait qu'une organisation comme la nôtre qui est la première dans ce pays, puisse commencer la négociation sans faire de propositions, sans mettre quelque chose comme base de discussion par rapport a laquelle l'autre devra se situer.
Je crois qu'il est temps que nous mesurions nos responsabilités pour aujourd'hui, pour demain et pour très longtemps et que nous fassions l'impossible car bien évidemment cela ne dépend pas entièrement de nous, cela dépend aussi de nos partenaires, pour qu'à partir des propositions qui ont été présentées par notre comité, par l'ensemble de nos camarades, notre délégation soit en mesure soit d'enclencher un processus qui conduise à l'accord et à la victoire, soit, s'il en était autrement, de faire la démonstration que la responsabilité de la rupture ne retombe pas sur nous !
Je ne pense pas qu'on puisse prendre à la légère la question suivante : est-ce qu'il y aura encore demain l'union de la Gauche dans ce pays ? Est ce que ceux qui ont été déçus par million par le processus de rupture qui s'est engagé - et les responsabilités de nos partenaires sont énormes, chacun ici pourrait les développer - est-ce que ceux là vraiment se trouveront devant la perspective d'années vides, devant une cloche cassée, une espérance brisée, ou est-ce que nous serons capables, y compris en surmontant un certain nombre de complexes de nos adversaires ou de tactique inacceptable d'eux mêmes, d'être ceux qui auront désembourbé le char de l'unité et fait avancer l'histoire ?
(Applaudissements)

Le Président - Jean Pierre Chevènement ?

Collection Jean Jaurès

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Chers camarades, je voudrais faire quelques propositions pratiques.
Vous avez, entendu les interventions de Sarre, Motchane, Cofineau et Garnier, je n'y reviens pas. Il va de soi que j'en partage le fond.
Nous devons parvenir à 1'accord pour donner à la Gauche l'élan qui lui a manqué. Nous devons nous placer dans la perspective de la victoire, c'est le mandat qui doit être donné à notre délégation.
Deux problèmes se posent : la composition de la délégation - je cois qu'il faudra en dire quelques mots car il faut que cette délégation soit composée de gens qui veulent aboutir, et deuxièmement…(mouvements divers)…oui, je crois, qui veuillent bâtir dans de bonnes conditions, et je n'ai pas dit à n'importe quel prix, et, pour préciser dans quelles conditions nous devons bâtir, je voudrais vous lire un texte définissant les orientations qui formeraient le mandat donné par le Comité directeur à cette délégation.
"La délégation du Parti aura mandat de parvenir à un accord entre les 3 participants, les 3 partenaires, les 3 partis signataires du programme commun, destiné à donner à la Gauche l'élan nécessaire à la victoire. Les désistements ne sont pas négociables, il faut simplement, pour que la Gauche gagne, que les électeurs, à la veille du second tour, sachent qu'il existe un accord entre les 3 signataires du programme commun de gouvernement, pour mener ensemble la même politique au gouvernement.
Cette politique est fixée par le programme commun de gouvernement, pour tous les points essentiels, l'accord est acquis.
S'agissant des nationalisations, la référence commune à la plate forme de la CFDT rejoignant nos propositions définies par le Comité directeur du 8 octobre, manifeste qu'un accord là aussi peut se faire, s'il en existe la volonté politique.
Le Parti Socialiste rappelle que le programme commun doit être appliqué en commun. Le gouvernement de la Gauche ne saurait être composé avant que les électeurs aient rendu leur verdict, cette composition tiendra, évidemment compte de la représentativité de chaque parti et les associera solidairement à égalité de droit et de devoirs aux responsabilités d'un éventuel gouvernement de la Gauche."
Je soumets ce texte à votre approbation parce qu'il nous semble que les choses doivent être dites clairement. Il n'y a rien là qui soit déshonorant pour le parti comme je l'ai entendu dire, comme j'en ai entendu exprimer la crainte par certains. Ces principes généraux peuvent être la base d'un accord si le Parti Communiste le veut lui aussi et nous sommes un certain nombre à penser qu'il y a également intérêt.

Le Président - Oui, tu as la parole.

Michel SURMONT

Je suis porteur d'une motion de ma fédération, elle est brève, je souhaite la lire. Auparavant, je voudrais faire trois petites remarques qui sont aussi le reflet de ce que pense ma fédération.

Je souhaite que ce débat, ici, se passe sur des idées concrètes. Tout à 1'heure j'ai entendu un camarade dire que notre position dans la négociation de ce soir devait être celle-ci : pas de durcissement mais pas de concessions. J'avoue que je n'ai pas l'esprit assez subtil pour voir la différence qu'il y a entre le durcissement et le refus de concession !
Il est évident qu'il n'y aura certainement pas d'accord s'il n'y a pas de concessions mutuelles- Le seul défaut serait que les concessions soient unilatérales.
La seconde remarque que je veux faire concerne le SMIC à 2.400 F. Je dois dire, je crois que c'est mon devoir de le dire, que dans ma fédération l'opportunité de la décision a soulevé une grande perplexité sur la majorité des camarades.
Ma troisième remarque concerne les propositions de la CFDT, indépendamment de leur contenu, elles sont apparues comme une bonne occasion de reprise des négociations.
Encore une remarque concernant ce qui a été dit sur la répartition des ministères. Il est apparu, dans ma fédération que les camarades estiment que cela doit être fait ni d'après le nombre de sièges ni d'après le nombre de voix, mais selon quelque chose d'intermédiaire qui tienne compte de la répartition des partis dans les élections.
Je vais vous lire la motion de ma fédération : «la Commission exécutive à l'unanimité moins une voix estime indispensable qu'au cours de la réunion du Comité de liaison qui, au lendemain du premier tour, doit aboutir à un accord de désistement, les délégués du Parti Socialiste manifestent leur volonté d'aboutir a un accord politique par la publication commune aux signataires du programme commun de 1972, d'une déclaration qui définirait les grands axes de la politique du futur gouvernement de la Gauche."

Le Président - Arthur Notebart

Arthur NOTEBART
J'essaierai d'être assez rapide car je pense que ce n'est pas quand la voiture est partie qu'il faut discuter de la couleur de la carrosserie !
En tout cas, je voudrais simplement me border à dire qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre mais qu'il faut essayer d'y voir clair.
J'ai écouté avec beaucoup d'attention les deux fourchettes que nous a données Fajardie. On verra demain les fourchettes, le problème est de savoir s'il y aura quelque chose à mettre au bout ! (Rires) C'est un problème différent.
Le pire, pour les camarades, c'est de surmonter le coup. Je ne suis pas de ceux là. J'ai écouté Rocard avec beaucoup d'attention, j'ai dit au dernier Comité directeur ce que je pensais, non pas du principe des 2.400 F mais de la façon dont on les acceptait, et je veux faire la différence : ce n'était pas la peine au mois de juillet de faire le cinéma qu'on a fait pour, à la sauvette, se rabattre sur les 2.400 F. C'est ce que je regrette et non pas les 2.400 F, ce qui est différent.
Désistements ? Je crois que l'affaire est entendue, mais je souhaiterais que François Mitterrand en particulier fasse très attention à la déclaration politique

qu'il peut y avoir. On a assisté aux opérations de menaces de l'argent, on utilisera cette semaine les problèmes de la défense nationale et les problèmes de politique internationale. Je regrette que durant cette campagne électorale les orateurs du Parti aient négligé souvent, trop souvent, de traiter ces problèmes. Ce sont là des arguments qui seront évoqués par la Droite. Alors, en un mot, soyons prudents là dessus et quant aux conclusions, nos verrons cela demain.

BENAMOUR (Hérault)
camarades, cette réunion nous parait en effet utile puisqu'elle va nous permettre de vous apporter une analyse très rapide de la situation dans mon département et en même temps un écho de l'opinion des responsables fédéraux qui d'ailleurs se sont réunis cette nuit jusqu'à 2 h du. matin.
Première réflexion : les résultats sur le plan local, sur le plan départemental ont été plutôt décevants bien que nous n'ayons pas éprouvé de pertes du tout et que nos 3 députés sortants soient en ballottage favorable. Cependant, dans ce département de vieille tradition Socialiste, nous constatons un tassement de nos voix, sauf dans la 1ère circonscription où Georges Frêche a progressé de 4,18% et une baisse des voix Communistes d'environ 3,5%.
Les candidatures marginales telles celles des femmes de Choisir ou du Front autogestionnaire du PSU nous laissent cependant penser que la situation de Georges Frêche...

Le Président - Ce n'est pas le problème d'aujourd'hui. Il faut donner des directives à nos camarades qui vont négocier.

BENAMOUR - J'y viens.
Le problème qui se pose à nous se pose sous forme de question. La campagne de dénigrement du Parti Communiste a pu porter contre nous. Avons nous eu raison d'être toujours réservés dans la polémique ? Certains électeurs qui pouvaient nous être acquis ont pu être écartés par la polémique suscitée par nos partenaires.
Le problème de la négociation c'est la question : oui, d'accord, mais jusqu'où ? Et c'est le fond du problème.
Nous ne voulons pas, pour la majorité de nos responsables, de négociations à tout prix. De trop larges concessions au Parti Communiste risqueraient de nous desservir au yeux des citoyens.
Le problème des désistements, lui, ne doit pas se poser, car durant toute la campagne nous avons annoncé cet engagement.
Négociation et programme. Nous pensons qu'une négociation en quelques heures n'aurait aucun sens et ne pourrait avoir aucun effet.
En ce qui concerne les perspectives de gouverner en commun, sur quel programme ? On a énoncé celui de la CFDT, serait-ce possible ? Et jusqu'à quelle limite ?
La majorité de la fédération pense que des concessions substantielles au Parti Communiste risquent de nous affaiblir. Nous préférerions un accord sur une

déclaration politique qui serait commune aux trois partenaires.
En définitive, ne pas remettre en cause notre ligne politique antérieure et faire confiance à nos mandataires, à nos responsables nationaux, à notre Premier secrétaire, pour aller aussi loin que possible dans la négociation.

Le Président - Je vous demande encore un peu de patience et de silence, cela va être terminé.
Lucien Delmas ?l

Lucien DELMAS
Mes chers camarades, tout à l'heure, notre camarade Pierre Joxe parlait de géopolitique et je crois, en effet, que le problème n'a pas été suffisamment abordé. On constate que les résultats obtenus par nos candidats sont très inégaux suivant les départements, et même très souvent, dans le même département suivant les circonscriptions.
Un autre problème qui se pose est de savoir où sont passés, au cours des quinze derniers jours, les 3 ou 4% de voix supplémentaires que nous accordaient les sondages.
On est amené à constater que la progression de l'extrême Gauche, qui passe d'une constante de 2% que lui donnaient les sondages, à près de 4%, doit résulter de la situation crée par le Parti Communiste, lorsqu'il nous a fait des offres d'ouverture à quinze jours du premier tour de scrutin.
En effet, nous pensons qu'une partie de l'électorat jeune, qui avait la volonté de voter pour le Parti Socialiste, voyant qu'il n'y avait pas de déblocage à Gauche, s'est reportée dans la plupart des circonscriptions sur les candidats d[1]extrême-Gauche.
Je dois dire également qu'au cours de cette campagne électorale notre Parti n'a pratiquement jamais eu l'initiative des opérations par rapport au Parti Communiste. C'est à chaque fois le Parti Communiste qui a pris des positons et notre Parti ne s'est déterminé qu'en fonction des positions adoptées par le Parti Communiste.
Il faut dire aussi qu'après avoir donné l'impression que nos acceptions comme base de négociation les propositions contenues dans la plate-forme de la CFDT nous avons pratiquement refusé toute discussion lorsque le Parti Communiste a fait référence aux propositions de cette plate-forme.
Je crois donc que l'heure est venue de prendre des initiatives et que notre délégation devra faire des propositions concrètes et dynamiques au Parti Communiste en présentant un texte très précis, parce que nous nous plaçons un peu dans la situation d'une équipe de rugby qui arriverait à la mi-temps, n'étant pas satisfaite du score, et engagerait la deuxième mi-temps sans avoir la volonté de gagner.

Le Président - Robert Chapuis ?

Robert CHAPUIS

Je voudrais simplement faire une recommandation à la délégation qui nous représentera tout à l'heure sur un point qui a été évoqué.

Je crois qu'il est clair pour tous qu'il est nécessaire de créer une dynamique pour tenter de l'emporter dimanche. Il y faut pour cela une politique d'entraînement et je crois qu'il ne faut pas, pour cela, créer des difficultés supplémentaires…Il y en a déjà assez comme cela !

Il me semble qu'un certain nombre de propositions qui ont été faites concernant le problème du règlement des points d'application du programme commun dans certains domaines, en particulier celui des filiales, risquent de créer beaucoup lus de confusion que d'éclairer même le débat et l'opinion. En effet, vouloir, en quelques heures, régler, par l'appel à la plate-forme d'une organisation syndicale, des problèmes qui n'ont pas été réglés par la discussion pendant plusieurs semaines, c'est, je crois, manifester une sorte de démission au niveau des organisations politiques qui sera gravement – gravement – interprétée.

S'il y avait une négociation entre la CGT et la CFDT – soyons clairs – et qu'il y ait une plate-forme syndicale qui constitue un appel aux organisations politiques, alors le problème serait d'une autre nature mais s'il s'agit, devant l'impuissance des partis politiques d'aboutir à un accord entre eux, de se référer à une plate-forme qui, non seulement, traite du problème des filiales, mais traite de nombreuses autres questions, et nous entraîne avec le Parti Communiste dans une suite de débats extrêmement compliqués, extrêmement confus - comment peut-on accepter le problème des filiales sans en même temps accepter ce qui concerne la force de frappe dans la plate-forme de la CFDT et je pourrais citer bien d'autres exemples ? - Je dis, mes camarades : attention ! Il nous faut une déclaration politique, il ne faut pas faire croire à. l'opinion que nous réglons brusquement, au lendemain du 12 mars, parce que nous avons peur, un certain nombre ce problèmes qui n'ont pas été réglés auparavant.

Il faut, je crois, que dans la déclaration politique, nous ayons un certain nombre d'éléments qui ont été indiqués par les camarades, qui permettent en effet d'essayer d'entraîner l'opinion, et il faut nous affirmer sur des positions du programme commun, avec le Parti Communiste, avec les conclusions que cela comporte sur un gouvernement commun ; il faut peut-être développer une procédure concernant les points d'application.

Une suggestion qui a été faite tout à l'heure par Nicole Questiau peut peut-être être reprise à ce niveau-là, qui est de voir, en effet, comment partant d'un accord sur l'essentiel du programme commun, nous pouvons mettre en place une possibilité de discussion sur un certain nombre de points d'application, et nous donner rendez-vous le 20 mars pour faire en sorte que ces points puissent être réglés dans le cadre d'un pacte de gouvernement. Il est évident en effet que nous ne pouvons pas dissocier l'accord sur un programme de l'accord sur un pacte de gouvernement et c'est seulement a ce moment-là que nous pourrons régler les problèmes de composition.

Le Président - Debarge ?

DEBARGE (Seine Saint-Denis)
Je vais me situer non pas en tant que membre du Comité directeur, mais en tant, que Premier secrétaire de la fédération de la Seine Saint-Denis.
Malgré une certaine poussée du Parti Socialiste, d'environ 4 ou 5 points, je suis dans le cas d 'une fédération qui, dans toutes les circonscriptions, se voit dans l'obligation normale de se désister pour le Parti Communiste.
Je crois qu'il est attendu de la part de nos camarades qu'un certain nombre d'initiatives soient prises de la part du Secrétariat National en ce qui concerne les négociations avec le Parti Communiste. Je pense que ces négociations doivent amener, sans passer "en dessous de la table" et tout en sachant très bien que le résultat, de ces négociations dépend en grande partie de nos camarades, un certain nombre d'initiatives allant jusqu'à un compromis, dans le sens noble du mot, de la part du Parti Socialiste, concernant notamment la déclaration politique, concernant notamment les références à un gouvernement d'union de la Gauche au lendemain d'une victoire possible, car à ce sujet il ne faut pas toujours être pessimiste, il faut croire quand même qu'il y a une possibilité de gagner, concernant également certains points et éléments programmatiques qui pourraient figurer dans cette déclaration politique.
L'essentiel n'est pas de crier " S.O.S. ! Sauve qui peut !" mais d'essayer cette semaine de prendre les initiatives nécessaires pour marquer des points dimanche prochain.

Le Président - Leclerc ?

LECLERC (Ain)
Nous allons négocier avec le Parti Communiste à partir de ce soir, mais en fait ce sont les électeurs qui vont être juges de l'accord que nous allons pouvoir conclure ; or, là où nous avons pu conclure un accord, où nous avons mis les électeurs juges dès le premier tour, en général, cela nous a été relativement favorable.
Nous avons longuement parlé, dans les mois passés, de désistements, nous nous sommes engagés solennellement devant les électeurs à nous désister pour le candidat de Gauche le mieux placé. Je crois que cette négociation qui va s'entamer ce soir pourrai créer un choc psychologique si, par exemple, le Comité directeur, avant de se séparer, lançait un appel à voter pour les candidats de Gauche les mieux placé s, sans que ce soit négociable, c'est-à-dire avant même l'ouverture de la négociation, si nous appelions déjà nominativement à voter pour un certain nombre de candidats, les candidats Socialistes, les candidats M.R.G., et les candidats du Parti Communiste le mieux placés,.je crois que, dans l'électorat, cela aurait des conséquences extrêmement importantes.
Dans cette même optique, je crois qu'il faudrait aboutir absolument à un texte précis, en se situant au niveau de l'électeur, pour qu'on puisse le faire trancher si le Parti Communiste n'accepte pas d'aboutir à un accord, c'est-à-dire le placer effectivement face à sa responsabilité. Je crois que ce sont des considérations

qui seront déterminantes pour l'avenir du Parti et pour l'avenir de la Gauche.

Le Président - Pierre Mauroy ?

Pierre MAUROY

Très rapidement, en ce qui concerne d'abord les résultats - je crois qu'on aura bien le temps de revenir sur l'ensemble de ces résultats - on observe tout de même une espèce de nationalisation – celle-là elle est réussie ! - c'est la nationalisation des résultats, à savoir que, ma foi, là où on est faible, on a tendance à faire de très gros progrès, et au contraire, là où on est. fort, on s'abaisse c'est-à-dire qu'on va vers une espèce moyenne nationale, de rationalisation des résultats - ce que j'appelle nationalisation des résultats - à travers la France.

Je n'aurais pas abordé le deuxième point, Michel, à savoir les 2.400 F, parce que je crois que ce n'est pas l'objet. d'aujourd'hui - et pourtant,.il faudra, le vérifier - mais moi, à travers l'analyse que j'ai pu faire des résultats, j'estime qu'on n'est pas suffisamment mobilisés les voix ouvrières - c'est comme cela - qu'on n'a pas suffisamment pu gérer le front des usines et je pense que le Parti Communiste garde une certaine capacité à user de la paupérisation, qu'en particulier dans toutes les zones qui sont en crise il à une possibilité de s'accrocher au terrain et que cela me paraît visible en différentes régions. Alors, les 2.400 F, moi, je me dis : mais qu'est-ce que cela aurait été si on n'avait pas dit : oui, 2.400 F ! (quelques applaudissements) Bon c'est un problème dont, on pourra discuter plus tard.

Observation d'ensemble : c'est vrai que ce matin j'ai dit ; les perdants ont le sourire, et puis ceux qui gagnent, eh bien, ils se posent des problèmes, je vois une certaine perplexité. Ecoutez, vraiment, c'est extraordinaire !

A ceux qui sont la, et qui n'y étaient pas au lendemain des présidentielles, je dis ceci : au lendemain des présidentielles, quand nous avons eu les résultats du premier tour, rappelez-vous, en particulier, la réunion que nous avons eue au P.L.M., nous étions cette fois-là en seconde position, et il y en a beaucoup qui disaient : "C'est râpé !" pourtant, on a créé une mobilisation, et moi, quelques fois, je me dis : mais, bonsoir, qu'est-ce qu'on a oublié de faire, qui nous aurait permis d'avoir le succès ? Parce que vraiment, on est monté très haut !

Eh bien ? Cette fois-ci, on est dans une "boîte à surprises", il peut y avoir la surprise, pour tous ceux qui veulent. se mobiliser, de l'emporter. Je sais bien que la bataille sera rude – tout de même, on sait lire les résultats ! - mais enfin nous sommes dans des cas de figure tout à fait particuliers, parce que chacun assure parfaitement que cette victoire, la Gauche, aurait dû l'avoir ; c'est tout de même la singulière campagne électorale à laquelle on a participé - où on s'est fait eng… autant par nos adversaires que par nos partenaires - qui a fait que finalement un élan n'a as eu lieu autour de toute la campagne ! Supposez que cet élan, on puisse le créer à partir de ce soir, s'il y avait un petit miracle ! J'aime mieux vous dire que cela se réchaufferait rapidement ! Cela, je le pense vraiment.

De toute façon, aujourd'hui, on est réuni non pas pour faire de la philosophie, mais uniquement pour faire des réflexions liées à l'action, c'est-à-dire à une victoire possible, si elle demeure possible, au second tour.
En tout cas il y a un point sur lequel vous devriez avoir la mine réjouie, c'est au niveau du Parti. On peut quand même faire la distinction entre ce qui concerne les problèmes de la France et ce qui concerne les problèmes du Parti. En ce qui concerne les problèmes du Parti, moi j'estime que nous avons la reconnaissance officielle que nous sommes le premier parti à Gauche et le premier parti de France. Nous avons gagné 5 points. Il y en a peut-être qui ont rêvé d'en gagner davantage, mais cela demeure tout de même très important, cette situation stratégique dans laquelle nous sommes, et comme finalement les problèmes du Parti sont pour nous des problèmes à longue perspective, en particulier la situation à Gauche vis-à-vis du problème Communiste, c'est tout de même capital.
Sur ce plan-là, je crois qu'on n'a pas dit suffisamment que cette campagne, dans la clarté, dans la rigueur qui a été la nôtre - avec l'action, à laquelle le Président a rendu hommage, du Premier Secrétaire et de l'ensemble de nos militants - nous a tout de même donné des résultats ! C'est la première fois que la Gauche est majoritaire dans ce pays ! Cela vaut tout de même un "coup de chapeau", non, à tous ceux qui ont pris la parole et qui sont moroses ?
En définitive, ce résultat-là, moi, je vous le dis, même si on ne devait pas avoir la victoire dimanche prochain, ce serait quand même quelque chose d'important pour les vingt ans qu'on a à militer, les uns et les autres !
Enfin., le Parti Communiste, cela fait 50 ans que cela dure, dites un peu, on en a vu de toutes les sortes. Depuis la Libération, il était largement le premier et nous sommes maintenant le premier parti ! Et moi je donne un premier coup de chapeau en ce qui concerne les résultats obtenus par le parti ! Cela compte ! Peut-être y-a-t-il des rêves qui s'abandonnent au niveau des députés, mais permettez-moi de vous dire que c'est quand même un peu secondaire. Ce qui est important, c'est le parti au niveau des militants !
Abordons maintenant les autres problèmes, notamment celui d'une majorité possible Au milieu de toutes les questions qu'on peut se poser, je me dis simplement : à quoi pensent mes militants Socialistes du Nord - mais c'est la même chose pour les Bouches du Rhône ou la Haute-Garonne - à quoi pensent nos électeurs ? Eh bien, ils ont tellement eu le courage de nous suivre jusqu'au bout, pendent cette campagne à péripéties diverses, que je suis persuadé - surtout ceux qui ont voté pour des candidats Socialistes - qu'ils rêvent à une divine surprise : ils rêvent que ce soir, on annonce enfin un accord à Gauche ! Voilà ce qu'ils souhaitent !
Aussi je pense que le mandat que le Comité directeur doit donner est finalement d'arriver à cet accord… (rires)... pas dans n'importe quelles conditions. Il n'y a pas ici ceux qui cèdent et ceux qui veulent résister, et de toute façon, dans les dix minutes de parole de Marchais, on a compris le système... Remarquez, cela fait tout de même trois quatre mois qu'on l'entend, on commence à être habitué au vocabulaire et à l'orientation !…

Alors, essayons de raisonner. Le Parti Communiste n'a jamais rien espéré de cette campagne parce que tous les sondages lui donnaient un risque de descendre au-dessous des résultats qu'il a obtenu. Alors, avec ceux de Droite, il est peut-être de ceux qui se réjouissent d'une certaine façon, et, comme il ne doit pas être tellement triste des résultats qui sont les nôtres, on peut penser que contrairement à tout ce que l'on a vu depuis six mois, il ait vraiment des raisons, objectivement, de se montrer différent de ce qu'il a été pendant cette campagne.
J'ajoute - ce qui n'a pas été suffisamment dit et ce qui est plus sérieux - que le non-désistement des Communistes - je pourrai vous dire combien cela leur ferait de députés - pourrait faire mal à l'ensemble de la Gauche, mais leur ferait mal d'abord à eux même, et. je pense que sur ce plan, ils ont suffisamment fait l'analyse des résultats pour savoir que cette voie est sans issue.
Voilà pourquoi je pense que raisonnablement un accord devrait être possible ce soir.
Finalement, il y a 3 problèmes : le premier est celui de note majorité commune, c'est à dire celui des désistements. Sur ce plan, le Parti Socialiste a été d'une clarté, d'une rigueur vraiment grandes qui sans doute seront appréciées. Devons-nous vraiment ouvrir la discussion en disant à nos partenaires Communistes : répondez-nous d'abord sur le désistement, ensuite nous parlerons des autres problèmes ?
Je suis de ceux qui estiment que le problème du désistement pratiquement se trouve lié maintenant à l'ensemble des problèmes, c'est à dire à l'accord politique, encore que nous ayons le devoir de faire une déclaration sur nos positions très fermes concernant le désistement. Cette décision a été prise et je crois que le Comité directeur ne l'a peut-être pas souligné assez ; la déclaration faite ce matin par le Premier secrétaire, au nom du Parti, a été très utile parce que sur ce plan elle a précisé la position des Socialistes. Donc il n'est pas pour nous question de céder à quoi que ce soit. Nos avons dit à l'opinion, à la France entière quelle était notre position sur le désistement ; il suffira de le rappeler au début de la discussion.
Restent les deux autres points. D'abord sur le programme. Qui peut penser que les Communistes ont pu s'amuser à discuter, à actualiser le programme ?
Il y a différents points sur lesquels il y a un désaccord ; il y aura certainement un échange de vue, il ne peut y avoir sur ce plan que quelques phrases, point final.
Je pense, d'ailleurs, que ce n'est pas le point essentiel. Le point essentiel c'est le gouvernement.
Eh bien, concernant le gouvernement, on ne va quand même pas se donner le ridicule de sortir ce soir ou demain une espèce de test où on irait loin dans les répartitions. Qui pourrait penser cela ? Enfin vous pouvez imaginer combien ce serait grotesque dans la situation actuelle. Il faut simplement rappeler un certain nombre de décisions de principe sur ce plan, et je dois dire que l'accord qui avait été réalisé - je mets "accord" entre guillemets - par le groupe de travail en juillet sur ce point comporte toute une série de pétitions de principe que l'on pourra reprendre et à mon avis cela devrait être suffisant.
Voilà ce que je voulais dire en ce qui concerne la négociation de ce soir. En tous

les cas, je demeure persuadé que c'est le mandat que vous devez donner. Il n'y a personne ici qui désire céder, chacun mesure comme ce serait catastrophique pour le Parti ; on ne va pas reculer devant un Parti Communiste qui aurait gardé le même vocabulaire et la même attitude qu'on lui a connus avant le 1er tour S'il est dans d'autres dispositions, on le saura immédiatement et s'il y a de telles dispositions, je crois qu'il faut réchauffer l'atmosphère, c'est en réchauffant l'atmosphère que nous avons une chance de pouvoir gagner les élections et. s'il n'y avait qu'une chance il faut la courir et la courir à plein, ne serait-ce que pour, tout de même, donner la plus grande frousse possible à ceux qui nous gouvernent depuis vingt ans, encore huit jours, cela ferait quand même plaisir à beaucoup.

Le Président - François Mitterrand.

François MITTERRAND
Chers camarades, je crois que le moment est venu de vous présenter le ou les textes. Il n'y a pas autre chose à dire.
Je ne fais pas de pronostics, puisque je ne connais pas les dispositions réelles du Parti Communiste, les nôtres à nous, Socialistes, sont celles de l'accord, note disposition d'esprit, c'est un accord, pour une majorité commune, sur un programme commun, pour un gouvernement commun. Qu'est-ce qu'on peut dire de plus ?
Cette majorité commune, eh bien elle comporte les trois partis, elle suppose l'union et donc la discipline. Qu'est-ce qu'il y a encore a ajouter ?... C'est simple.
Le programme commun ? Mais déjà il existe, pour ce qu'il convient d'actualiser, qui a déjà réussi, au sein des groupes de travail et confirmé par les négociations au sommet, c'est acquis.
Pour ce qui reste à acquérir, eh bien au moment de constituer le gouvernement, il faudra bien y parvenir ; on peut très bien dire dès maintenant que nous mandaterons nos délégations pour parvenir à cette actualisation.
Le programme commun ?... C'est écrit depuis six ans et demi, il n'y a qu'à rappeler, c'était l'engagement que nous avions pris et il existe un excellent texte du groupe de travail, qui avait l'accord provisoire et suspensif des délégués, suspensif puisque seule la réunion au sommet pouvait l'entériner, ce qui n'a pas été le cas, disant tout ce que les Communistes disent, moins certaines aspérités, puisque c'était un texte d'accord, où l'on trouve les droits et les devoirs, les obligations, la solidarité, même certains détails, même la composition théorique du gouvernement qui était jugée parfaitement acceptable, qui ont le mérite de dater du mois de juillet de l'année dernière, avant la rupture.
Je ne vois pas ce ou il y a à ajouter.
Moi j'ignore absolument tout des intentions du Parti Communiste, dont je ne veux pas préjuger.
Si le Parti Communiste ne veut pas d'accord et pour ne pas l'avouer nous soumet ci des conditions impossibles, eh bien il faut le lui dire et le dire

Collection Jean-Jaurès

publiquement, et ne pas accepter l'accord, et lui en faire accepter la responsabilité, la responsabilité du refus, la responsabilité profonde... Et oui, ce ne sera pas facile, ce n'est jamais facile. Ce qui m'étonne dans ce débat, c'est que la politique, ce n'est jamais facile.
Un Parti qui se redresse et qui a une ascension continua depuis six ans, quoi, ce n'est pas si mal... Pas autant qu'on le voudrait, non, c'est plus lent que nous le voulions, que nous le pensions, on est quand même dans la bonne direction.
Ne faisons pas de fautes dans l'intervalle, de fautes majeures, tout au moins. Il y a deux fautes majeures : c'est de ne pas faire l'accord si l'accord est possible, ou d'en faire un s'il est impossible.
Je ne sais pas, cela me paraît très simple à dire, peut-être est-ce moins facile à faire, mais s'il est impossible il ne faut pas le faire, là il ne faut pas se soumettre ; s'il est possible, il n'y a aucun argument pour ne pas le conclure. C'est une question d'appréciation sur place, on verra bien, on discernera assez vite d'ailleurs.
Mais si les conditions sont impossibles, il ne faut pas hésiter une seconde, le Parti Socialiste ne doit pas se fourvoyer, se compromettre, l'union de la Gauche est autant notre propriété que celle du Parti Communiste et sur le temps, sur les années, nous en ferons la démonstration. On prendra peut-être des coups; encore pendant trois mois, six mois, un an, on en prendra pendant trois mois, six mois, un an... On verra qui sera le plus tenace et qui l'emportera.
Si le Parti Communiste veut cette compétition, il l'aura et il l'aura cette fois-ci sans précautions. Il faudra alors que l'on sache, puisqu'on n'y peut rien, ce qu'il a décidé de réunir au plus mauvais moment de son histoire, cette fois-ci nous n'aurons plus l'aimable discrétion des gens qui ne voulaient pas ajouter à le désunion, ce sera tous feux dehors et sans limite, et pour les âmes tendres je reconnais que ce sera pénible... Moi je l'ai à certains moments, mais pas sur ce sujet, alors je me rangerai parmi ceux qui engageront une bataille catégorique avec le résidu d'organisations qui resteront en France. Et il faudra dénoncer les traîtres, et il faudra le dire partout, en accroissant notre présence dans la classe ouvrière. On a le temps pour cela.
On part maintenant en flèche, avec une avance sur eux qu'on n'a jamais eue. On a encore du retard dans les usines, il faut entrer dans les usines. On prendra le temps qu'il faut pour cela. On ne variera pas de cap par contre sur l'essentiel.
Mais quant à la tromperie permanente et quant à la trahison, il faudra que cela leur rentre dans la gorge. Si le cas se présente ainsi, s'ils reculent, pour le cas où ce serait leur intention, devant les conséquences qu'ils auraient à supporter eux-même tout. de suite, imaginez bien que l'échec d'un accord qui nous nuira beaucoup pour notre représentation parlementaire, ne nuira pas qu'à nous, quoi qu'on veuille, quoi qu'on fasse.
Cela veut dire que cette espèce de bûcher sur lequel les deux partis se jettent eux-mêmes est quelque chose de tellement absurde qu'il faut espérer que la raison l'emportera. Mais si la raison ne veut pas l'emporter, eux, ils veulent nous pousser dans le bûcher, on n'ira pas ! Mais quand même, on aura des brûlures, forcément.

A ce moment là, on se retrouvera au 19 mars et on aura pas beaucoup de députés, pas autant qu'on pouvait l'espérer. Ce sera très douloureux.
Très bien ! On continuera quand même. On aura quand même 7 millions d'électeurs, voilà, et on continuera à bâtir un Parti Socialiste qui sera ce qu'il sera. C'est l'hypothèse extrême.
Il faut, c'est la deuxième hypothèse, faire tout ce qu'il faudra pour que l'accord réussisse, tout ce qui sera humainement possible. Vous ne pouvez pas, sur ce plan là, préjuger de ce que sera la discussion, c'est seulement sur le terrain qu'on le verra.
Moi je ne suis pas du tout hostile à la proposition faite par l'un d'entre vous de siéger en permanence pour qu'on vous rende compte, pas du tout, au contraire, je pense que ce serait pour nous moralement beaucoup plus agréable et commode, que de pouvoir retrouver des camarades pour les consulter. Donc c'est une position que je trouve excellente, si toutefois la chose est matériellement possible pour vous.
Mais pour le reste, je suis tout à fait tranquille.
L'événement on ne le fait pas, là, on le supporte. Si nous avons des partenaires traîtres, bon, on le supporte, et puis on combat, et on sait qu'il y a d'autres échéances, trois ans, quatre ans, cinq ans. On ne sera pas si vieux que cela, après tout ! Et puis il y aura des morts et des blessés, bien entendu, et même des vrais morts, en plus, c'est ce qui est embêtant. Mais cela c'est la vie, les risques de la vie.
Mais sur le plan de l'échéance prochaine, soyez confiants. Si nous; prenons cette résolution, la volonté d'aboutir si l'accord est possible et le refus d'aboutir si l'accord est impossible, à ce moment là nous aurons aussi notre dimension dans l'opinion publique, croyez-le. Nous garderons nos sources qui sont celles de l'union de la Gauche, et nous prendrons une dimension devant les Français qui savent bien que le Parti Socialiste n'a pas, même putativement, à livrer le pays à une équipe cynique d'un Parti Communiste qui aura besoin de s'expliquer devant l'opinion publique sur l'ensemble de ses retournements, virages, tête-à-queues. Ce sont des professionnels de la trahison depuis combien d'années ? Depuis 15 ans, professionnels déjà en 1968. Enfin je ne veux pas donner de détails, ils seront dans l'histoire. Mais il faut les prendre par le col, et je vous le dit tout de suite, chers camarades, ne vous y méprenez pas, je m'en charge !
Vous me désavouerez si vous voulez, c'est le parti qui jugera, mais je serai du côté de ceux qui ne lâcheront pas un pouce, dès lors que les exigences du Parti Communiste seraient intolérables au devenir du Socialisme, à la démocratie en France et à ce que les Français doivent penser de leur pays.
Voilà ce que je voulais vous dire. Qu'on ne se méprenne pas, je suis pour l'accord.

Le Président - Je pense, camarades, que nous arrivons au terme de ce débat et que nous devons maintenant prendre une décision.
Une résolution vous a été lue par Jean-Pierre Chevènement, une autre a été préparée et vous sera lue par Pierre Bérégovoy, à qui je donne la parole.

Pierre BÉRÉGOVOY
Il s'agit, camarades, d'un projet de déclaration commune que nous soumettrions à nos partenaires.
Le fait dominant du premier tour des élections législatives est que la Gauche, pour la première fois depuis plus de trente ans, est majoritaire en nombre de suffrages. En dépit des énormes moyens de propagande qu'elle a mise en œuvre, la majorité au pouvoir depuis 20 ans est devenue minoritaire. Sa politique a été censuré par une majorité de Françaises et de Français.
Cette réalité malgré les manipulations des statistiques officielles, ne peut être dissimulée. Elle ouvre la perspective d'une majorité de Gauche à l'assemblée Nationale dimanche prochain.
Pour cela, il convient de rassembler sans délai l'ensemble des forces de Gauche dans la bataille du 2ème tour.
Les trois partis se fixent pour objectifs :
Une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun.
Une majorité commune, cela suppose l'application stricte et active de la règle du désistement dans chaque circonscription en faveur du candidat de la Gauche placé en tête par le suffrage universel.
Un programme commun, c'est à quoi se sont déjà engagées depuis 6 ans les trois formations signataires.
A partir des choix fondamentaux du contrat de 1972, le programme commun déjà largement actualisé sera définitivement mis au point en vue de la constitution du gouvernement de la Gauche.
Un gouvernement commun, telle est la perspective retenue lors de l'accord de 1972 qui porte précisément le nom de «programme commun de gouvernement de la Gauche».
Fidèles à cet engagement, les trois partis signataires du programme sont déterminés à former ce gouvernement, compte tenu des indications du suffrage universel, et de la représentation parlementaire obtenue par chacun, à égalité de droits et de devoirs, et dans une conception rigoureuse de la solidarité gouvernementale, suivant les principes définis par le groupe des 15 en juillet 1977.
Les trois partis appellent leurs candidats et leurs militants à se mobiliser pour rassembler dans le même combat toutes celles et tous ceux qui aspirent à un véritable changement. Pas une voix ne doit être perdue pour la Gauche, tout doit être fait, et partout, pour battre la Droite.
(Applaudissements)

Le Président - Vous avez entendu le texte lu par Pierre Bérégovoy. Est-ce que Jean-Pierre Chevènement dans ces conditions maintient son texte ?

Jean-Pierre CHEVENEMENT
Je n'ai pas l'intention de vous relire le texte que nous avons déposé, parce que

Fondation Jean-Jaurès

sur de nombreux points le projet de déclaration commune qui vient d'être lu rejoint nos propositions, il y a cependant un point qui figure dans notre texte et qui n'est pas dans le projet de déclaration commune, c'est la référence à la plate-forme de la CFDT ; c'est le seul point sur lequel il convient d'avancer. Je pense que s'il va de soi entre nous que si c'est ça la condition de l'accord, cette référence doit être rappelée dans la déclaration commune.. Je crois que cela ne pose pas de problème ?

Pierre MAUROY - Pas dans le texte !

Jean-Pierre CHEVENEMENT - Je ne dis pas qu'il faille le faire maintenant et je ne dis pas que dans le; projet que nous soumettrons à nos partenaires cette référence doive figurer, je dis simplement que s'il apparaît dans le cours de la négociation que c'est là la condition de l'accord, il va de soi entre nous - et un accord verbal nous suffira, la confiance règne - que naturellement cette condition pourra être satisfaite sans réticence.

Le Président - On peut faire confiance sur ce point à la délégation, on ne peut pas lui imposer un mandat très strict dans tous ces domaines, il faut qu'elle ait une possibilité d'action. Il faut lui faire confiance sur la base du texte de Bérégovoy.

Jean-Pierre CHEVENEMENT - Je n'aime pas ce langage, à plusieurs reprises nous n'avons pas pu fixer nos positions de négociation, en particulier en septembre, je crois qu'on peut se dire, et je fais confiance sur l'honneur à chaque camarade qui est ici pour ne pas en dire un mot..

Le Président - Tu sais bien que ce n'est pas vrai, que dans cinq minutes ce sera dans la presse !

Jean-Pierre CHEVENEMENT - Je ne pense pas.

Le Président - C'est toujours comme çà. Faisons confiance à la délégation.

Jean-Pierre CHEVENEMENT - Nous faisons confiance, nous nous comprenons… Nous voterons donc ce texte, mais j'attire l'attention des camarades sur le fait que les prises de responsabilités doivent être partagées dans ce parti.

Jacques PIETTE
Il m'a semblé à l'audition qu'il y avait une obscurité dans le texte de Bérégovoy, il est dit quelque part que le programme sera actualisé, mais sans fixer de date.

Pierre BÉRÉGOVOY
Ce texte témoigne de la volonté d'aboutir à un accord, je vous le relis :

Fondation Jean Jaurès

"Le programme commun déjà largement actualisé sera définitivement mis au point en vue de la constitution du gouvernement de la Gauche".
Par conséquent, cela implique que ce sera fait quand il y aura une majorité commune.

Le Président - D'accord. On va voter. Je demande aux seuls membres du Comité directeur de lever la main, puisque c'est une réunion du Comité directeur à laquelle ont été invités les secrétaires fédéraux.
Que ceux qui sont d'accord le manifestent en levant la main ?
…
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est adopté à l'unanimité.
La séance est..

Jean-Pierre CHEVENEMENT
Il y a la proposition de la délégation.

Le Président - Excusez-moi, il y a en effet deux questions ; tout d'abord, la proposition faite par Coffineau de siéger en permanence. Je pense que pour la plupart des membres du Comité directeur ce n'est pas possible, mais je peux accepter que le Bureau exécutif suive très régulièrement les travaux de la commission. Vous êtes d'accord ?

COFFINEAU
François Mitterrand a donné les deux extrêmes, c'est-à-dire : ou tout va bien, on s'entend, ou il apparaît très nettement qu'aucun accord n'est possible… Mais j'ai l'impression qu'il peut y avoir une marge entre les deux qui peut nécessiter qu'on en rediscute.

Le Président - On fait confiance au Bureau et s'il l'estime nécessaire, il peut convoquer un Comité directeur.

COFFINEAU - Fixons une heure pour un bureau.

Le Président - On ne peut pas savoir à quelle heure se terminera la négociation ! Faisons confiance pour composer un bureau en temps utiles.
Maintenant, composition de la délégation, mais avant je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre MAUROY
Dans la perspective d'un accord avec les trois organisations de Gauche, ce qui est proposé, c'est qu'il y ait une réunion plus large qui se tienne demain avec ceux qui pourraient faire un appel, les gaullistes d'opposition et tous ceux qui voudraient s'ajouter au mouvement ? Vous êtes d'accord pour la tenue de cette

Fondation Jean-Jaurès

réunion et un appel qui viendrait de l'ensemble des associations ?

Le Président - Composition de la délégation, François Mitterrand ?

François MITTERRAND

Compte tenu de la délégation qui a déjà participé à ces débats et qui, à mes yeux, doit avoir priorité en raison de l'expérience acquise et de la connaissance des dossiers, je propose la même avec une seule modification :
Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe, Michel Rocard, Georges Sarre, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, Yvette Roudy et moi même.
Le seul changement, c'est Robert Pontillon qui, s'il y a lieu, comme cela est possible, qu'il y ait malgré tout certains débats de politique étrangère, ainsi que Claude Estier pour d'autres raisons, se substitueront tout aussitôt à des camarades qui s'écarteront pour le temps qu'il faudra, mais la délégation titulaire est bien composée comme je viens de le dire.

Le Président - La séance est levée.

Coll. Fondation Jean Jaurès